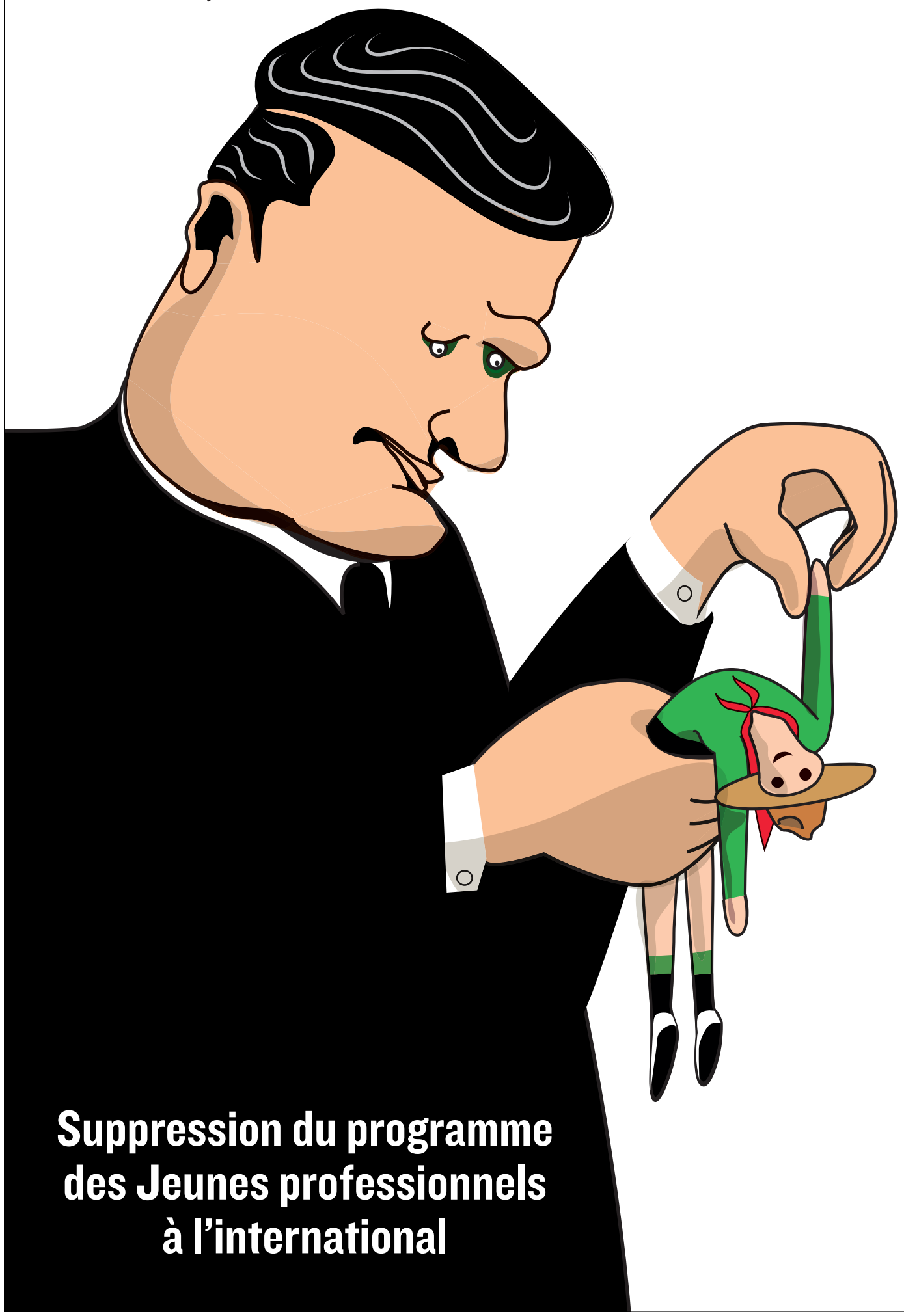
_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



Suppression du programme des Jeunes professionnels à l'international

CAMPUS

La FAÉCUM et l'argent
La Mecque des services ?
Page 5

SOCIÉTÉ

Politique et environnement
À gauche au feu vert
Page 15

CULTURE

Salles de concert
Le bon entendement
Page 23

HARPER HARPONNE

QUARTIER LIBRE - Vol. 14 • numéro 4 - 11 octobre 2006

www.quartierlibre.ca

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 2

7 mois après le refus de la FAÉCUM...

Louis-Philippe, Vien
Coordonnateur aux affaires académiques de premier cyclede la fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

Il y a sept mois, lors de l'adoption du dernier budget, le recteur décidait d'imposer un frais technologique. Malgré le refus clair des représentants étudiants consultés, le recteur Vinet décida d'aller de l'avant et, au mépris des opinions provenant des représentants étudiants, imposa son frais. Ce frais technologique, c'est 4$ par crédit, donc 60$ par session pour un étudiant à temps plein, et donc finalement, 4,3 millions arrachés de nos poches. Cela correspond à une hausse de 7% de nos frais de scolarité. Le tout supposément pour pallier au sous-financement de l'UdM et nous permettre d'investir dans le développement de l'institution.

Le pire dans toute cette histoire, c'est que ni lors de l'imposition du frais, ni maintenant, on ne peut savoir ou ira l'argent. Personne à l'UdeM ne sait quels projets justifient de telles sommes! On nous a dépouillé de notre argent sans même pouvoir expliquer ce qu'on en ferait! C'est là la vision de la communauté universitaire de M. Luc Vinet : j'impose malgré votre opposition et vous payer!

La FAÉCUM a posé plusieurs actions au court des derniers mois pour exprimer son désaccord avec le choix du recteur Vinet. Dans un premier temps, la Fédération s'est adressé au rectorat par les voix habituelles pour lui déclarer son refus de voir ce frais imposé. Pour informer nos membres de l'odieux du recteur, son message dans l'agenda fut étampé au slogan de la campagne, « Un frais techno un frais de trop », tout comme les verres à bière du spectacle de la rentrée ainsi que les serviettes de table du pub de la FAÉCUM. Une série d'affiches et de tracts furent également utilisées pour sensibiliser la population étudiante de l'augmentation de leur facture.
Lors du déjeuner du recteur où plusieurs centaines d'étudiants venaient entendre le mot de bienvenue du recteur Vinet, la Fédération est venue distribuer des ballons portant le slogan de campagne et les a distribués aux étudiants en expliquant l'enjeu en question. Imaginez sa surprise lorsqu'il a dû prendre la parole devant des centaines de personnes portant des ballons dénonçant son choix!

En Assemblée universitaire, instance institutionnelle importante où l'ensemble de la communauté universitaire prend le temps d'échanger ensemble sur divers sujets, la FAÉCUM se présente avec plusieurs militants et interpella directement le recteur sur la question du frais technologique. À notre question, « Êtes-vous d'accord avec le président de la Conférence des recteurs et des principaux des universités québécoises (CRÉPUQ), lorsqu'il affirme que les frais afférents ne résoudront pas la question du sous-financement des universités? », le recteur a répondu que oui, il est évident que ces frais ne résoudraient pas le problème du sous-financement, mais qu'ils permettaient à l'institution d'avoir une marge de man?uvre financière nécessaire à son développement. De plus, le recteur a affirmé que d'autres universités avaient des frais afférents beaucoup plus imposants et qu'il était important que l'UdeM ne se laisse pas distancer (sic). Le discours du recteur Vinet a donc changé. On ne veut plus d'un frais afférent pour pallier au sous-financement, mais bien pour posséder la même marge de man?uvre que d'autres universités. Qu'est-ce que cela veut dire de la part d'un recteur qui nous vient de l'université McGill, université ou les frais afférent ne sont pas de X4 comme ici, mais bien de X$?

Le 26 septembre dernier, suite à une séance de tractage, la Fédération a invité les étudiants à téléphoner directement à l'équipe rectorale pour avoir des réponses sur le frais technologique.Provenant de différents points sur le campus, des milliers d'appels téléphoniques furent faites pour exprimer le mécontentement de la communauté étudiante. Aucune réponse ne fut par contre donnée de la part de la haute direction.

Au moment où vous lisez ces mots, l'ensemble de la communauté universitaire (étudiants, professeurs, chargés de cours. employés, syndicats), à l'exception du rectorat, demande le retrait du frais technologique. Si le recteur considère que nos actions furent jusqu'à maintenant trop bon enfant pour qu'il revienne sur sa décision, la FAÉCUM entend son message.

Le mandat est clair : il nous faut combattre le frais technologique.

Jonathan, Plamondon
Secrétaire général de la fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

La Fédération a, depuis la rentrée, indiqué de façon claire que l'imposition d'un frais technologique par le rectorat était clairement injustifié. Le Conseil central avait signifié précédemment qu'il s'opposait aux frais technologique. Cependant, nous voyons aucune ouverture du rectorat à entreprendre des négociations avec la Fédération. Ils considèrent l'imposition de ce frais comme étant une question de principes. Il est temps que notre refus du frais technologique deviennent plus qu'une simple affirmation de notre opposition. Il est temps que la Fédération parte en guerre afin que le frais soit retiré.

D'ailleurs, le Conseil central a clairement indiqué qu'il était nécessaire de faire de la campagne du frais technologique la priorité de la Fédération. Il va sans dire que nous sommes heureux de ce dénouement. Le Bureau exécutif va maintenant pouvoir disposer de toutes les énergies nécessaires pour remporter la victoire. Le combat contre le recteur peut débuter.

Pourquoi sommes-nous contres?

Il y a plusieurs justifications qui nous poussent à être contre ce frais afférent. Tout d'abord, il faut signifier, qu'en aucun cas, le rectorat a obtenu de la part de la Fédération une ouverture concernant ce frais. Deuxièmement, le rectorat semble improviser sur les visées de ce frais. Parfois, il indique que c'est pour une connexion Internet haute vitesse. Dans d'autres cas,il s'agit simplement de développer des services déjà existant si on en prend les déclarations de M. Simonet, vice-recteur à la planification. De toute façon, ils ont reporté toutes les idées de développement à la mi-février par l'entremise de la création d'un plan de développement des TICs. Comment donc parler de développement lorsqu'il y a rien sur la table?

Dans un second lieu, il est nécessaire d'indiquer que le problème de l'université concerne plutôt sa situation de sous-financement. Le frais technologique n'est clairement pas la solution pour régler le problème de déficit budgétaire. Le recteur l'a même affirmé lors de la dernière Assemblée universitaire. Son collègue, M. Roch Denis, président de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ), est du même point de vue. Pourquoi alors, faut-il aller prendre 120$ par année dans votre poche pour couvrir le déficit s'ils répondent que ce n'est pas la solution recherchée?

Finalement, comment répondre à un recteur qui ne souhaite en aucun cas entendre la communauté étudiante. Malgré une opposition vivement exprimée, le recteur oublie sa philosophie personnelle sur l'écoute et la recherche du consensus auprès des différentes communautés universitaires. Dans ce dossier, il n'y a pas d'écoute et surtout, on ne recherche en aucun cas le consensus. Où est donc la cohérence du recteur?

Des actions nécessaires

Après avoir considéré que le rectorat ne voudrait pas négocier avec la Fédération sur le frais, on ne voit aucun autre choix que de perturber, par des actions, l'activité de l'Université. Il est important de noter que les actions seront effectuées en gradation et que l'important est de démonter au rectorat que les étudiants sont derrière la campagne Pour cela, il est nécessaire que vous participiez aux actions et, particulièrement, à la manifestation du 8 novembre. Sans votre implication, la campagne ne peut avoir sa force de frappe. **N'oubliez pas, notre victoire est tributaire de notre détermination.**

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 3

À LA UNE

Fidèle à ses promesses électorales, le gouvernement Harper a commencé ses coupures en série avec l'annonce d'une réduction d'un milliard $ du budget de ses ministères. Ce n'était que la pointe de l'iceberg. Dans l'éventualité d'une prochaine élection remportée par le Parti conservateur, des analystes craignent qu'un autre 20 milliards $ s'ajoutent à la cure d'amaigrissement de l'État fédéral. Quartier Libre s'est penché sur le sort de deux programmes éliminés : la contestation judiciaire pour les minorités et les stages pour jeunes à l'international.

ILLUSTRATION : CLEMENT DE GAULEJAC

SOMMAIRE

CAMPUS

Pavillon étudiant :
Questions d'argent ..... p. 5
Fonds de développement :
Des services à la FAÉCUM ..... p. 5
Agenda ..... p. 6
La semaine dernière sur le campus .... p. 6
Courrier des lecteurs ..... p. 7
Brèves ..... p. 7
Paulémique ..... p. 7
Syndicalisation des étudiants salariés
de l'UdeM : point mort ..... p. 8
La FAS à l'extrême limite ..... p. 8
L'INTERVIEWÉ
Chad Gaffield ..... p. 9
Volleyball féminin :
Comme des carabines ..... p. 11
Une présidente fort discrète ..... p. 11

SOCIÉTÉ

Le modèle québécois :
La presse en question ..... p. 13
Dossier coupures :
Programme de contestation judiciaire :
Décision contestée ..... p. 13
Programme Jeunes professionnels
à l'international : Restez chez vous ! ... p. 17
Politique et environnement :
Parenté gauche-écolos en question ... p. 15

MONDE

Roumanie : L'Union Européenne
au bout du tunnel ..... p. 16
Bénin : Délinquance nouveau genre ... p. 16
Carnets de Bosnie-Herzégovine :
Espoir en la culture ..... p. 18
Daniel Ortega : Le sandiniste
à la reconquête de la présidence ..... p. 19
Carnets d'Irlande :
Les mésaventures de la Guinness ..... p. 20

CULTURE

Les boîtes à musique humaines :
Tez et les autres ..... p. 21
Troisème édition de l'Ipod Battle :
Fait moi mal Johnny Johnny ..... p. 22
Bande dessinée : Ça mord enfin ..... p. 22
Sonorisation des salles de concerts :
Kit de survie ..... p. 23
Musique : Joseph Arthur, Tanakh,
Kieran Hebden, M. Ward ..... p. 24
Lecture : La vallée divine ..... p. 24
Festival : Du jazz tout nu ..... p. 25
Cinéma d'animation : I love Italie ..... p. 25
Viva ! Art Action : Pour enfin
comprendre de quoi il s'agit ..... p. 26

Cinéma documentaire :
Quand Jupiter est là, Kinshasa danse .. p. 26
La page BD du QL ..... p. 27

Quartier Libre

DIRECTEUR ET RÉDACTEUR EN CHEF
Paul Therrien - redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Maude L'Archevêque
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Marie-Michèle Giguère
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

PHOTOGRAPHES
Marie-Soleil Désautels
msdesautels@yahoo.com
Zoé Beaudry, Maxime Juneau-Hotte,
Nicolas Paradis, Gwénaël Bélanger,
Ladislas Kadyszewski

ILLUSTRATEURS
Clément de Gaulejac - calculmental.org
Paul Therrien

BÉDÉISTES
Coline,Francisd, Pishier

JOURNALISTES
Jean-François Bouthillette, Anne Bourgoin, Fanny Cordéra, Félix Dufour-Lapperière, Éric Forest, Normand Forgues-Roy, Rachel Gamache, Bérangère Guy, Catherine Leroux, Carol Lewiss, Mathias Marchal, Lionel Martin, Rachelle Mc Duff, Nicolas Paradis, Gaétan Pouliot, Charles Prémont, Élorie Raitiere, Jean-François Rioux, Christian Roko, Émilie Russo, Virginie Roy, Alexandra Viau, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Janick Couture, Philippine de Tinguy

INFOGRAPHIE
Zirval Design • info@zirval.com

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)
www.accesmedia.com

COMPTABILITÉ
Mélanie Bouchard

IMPRESSION
Payette & Sims

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 10 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre du Carrefour international de la presse universitaire francophone (CIPUF - www.cipuf.org)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
25 octobre 2006

PROCHAINE TOMBÉE
18 octobre 2006

ÉDITO

L'OFFRE ET LA DEMANDE

Paul THERRIEN

Les coupes budgétaires du gouvernement Harper annoncées le 25 septembre dernier ne devraient pas nous surprendre. L'an passé lorsque les libéraux confirmaient la possibilité d'une accumulation de 50 milliards $ en surplus au cours des cinq prochains cycles budgétaires, les conservateurs n'ont pas hésité à montrer leurs vraies couleurs : 100% de cet argent ira aux réductions d'impôts et au service de la dette sous un gouvernement Harper. Tel que promis, prétextant éliminer des programmes «ruineux», le gouvernement a enligné les ressources financières sur les «priorités». *«Nous coupons dans le gras, et nous recentrons les ressources financières en fonction des grandes priorités des Canadiennes et des Canadiens »*, a justifié le président du Conseil du Trésor, John Baird.

Les priorités des Canadiens, selon les conservateurs? L'élimination de la dette et la lutte contre la criminalité! On a donc choisi de couper dans les programmes qui combattaient l'analphabétisme, le tabagisme, l'injustice envers les femmes et les minorités. Semblerait que remplir le fossé numérique qui frappe les citoyens en régions éloignées, protéger l'environnement et la formation des jeunes professionnels soit hors du champs de nos «priorités», aussi. Et ce n'est qu'un début. Afin de respecté ses engagements de réduction d'impôts, le gouvernement Harper coupera un autre 22 milliards $ dans le budget de ses ministères aux cours des prochaines années. Pendant ce temps, le Canada a encore chuté dans le palmarès des pays les plus compétitifs, selon le Forum économique mondial (FEM), passant de 5e à 16e parmi les pays riches depuis 1999. Fait marquant : neuf des quinze pays qui nous devancent collectent plus de taxes et d'impôts que nous. Les critères du FEM pour mesurer la vigueur d'une économie sont la capacité à être créative, efficiente et à innover. Et ce n'est pas un hasard que les pays qui innovent demeurent ceux qui investissent le plus dans l'éducation. Ici, depuis 1993 on a vu les budgets du fédéral envers l'éducation chuté de 20%... De toute évidence, avec pour preuve ses récentes coupures, la vision à court terme et l'aveuglement idéologique empêchent le gouvernement Harper de servir les véritables intérêts des Canadiens.

LE RÈGNE DE L'OFFRE

L'économie n'a rien d'une science pure. Au mieux, c'est un champ des sciences humaines qui utilise les mathématiques un peu plus que les autres, qui sert de guide dans nos choix de politiques. Au pire, c'est un ramassis de théories basées sur des suppositions non fondées, converties en calculs impénétrables afin d'imposer des décisions purement idéologiques. La théorie économique classique est plus une œuvre d'art basée sur des intuitions, des hypothèses et des préjugés que sur le résultat de calculs infaillibles. Un peu à la manière de l'église lors de l'âge des ténèbres envers les paysans analphabètes, les économistes ont longtemps prêchés «l'équilibre naturel» du système en place aux masses qui ne comprennent rien à leur «science».

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Depuis plus d'un siècle, nos élus ont flirté avec deux grands courants du capitalisme : le système Keynésien et l'économie de l'offre. Le premier veut que l'État, par son implication dans le marché en ajustant la fiscalité, soit en mesure de contrôler le chômage et de garder un couvercle sur l'inflation. Les apôtres de l'économie de l'offre, les «supply-siders» selon le jargon, affirment que le gouvernement ne devrait pas intervenir dans les opérations du marché, mais plutôt investir dans l'industrie militaire et redistribuer les impôts vers les riches. En trente ans nous avons assisté à l'irrésistible montée des idéologues de l'offre : les grands producteurs ont réussi leurs visées hégémoniques dans nos parlements. Ainsi, nous avons au Québec et au Canada des élus qui ne jurent que par les réductions d'impôts, l'État minimal et l'intégration de notre économie dans le marché (riche en contrats militaires) américain.

Une des théories loufoques des «supply-siders» est la courbe Laffer qui a tenté de démontrer qu'à partir d'un certain montant, les prélèvements obligatoires incitent les contribuables à réduire leurs activités ou à frauder. L'idée mise en avant par cette théorie non fondée est qu'un taux d'imposition moins élevé *augmente* les revenus de l'État, car les personnes et les entreprises verront leur motivation à travailler et à innover monter en flèche avec chaque dollar qui restera dans leur poche. Or, les données indiquent tout le contraire. En 20 ans d'allègement fiscal, les grandes entreprises canadiennes laissent des profits records dormir dans leurs comptes et n'investissent presque rien à l'innovation de nouvelles technologies, de nouveaux produits ; preuve que la théorie basée sur des suppositions ne vaut pas grand-chose. Il serait temps de quitter les suppositions et de revenir à une économie de la demande plutôt que celle où l'on endure ces offres venant de haut.

MAUVAISE CIBLE

Maude L'ARCHEVÊQUE

Avec les activités de sensibilisation tenues dans les dernières semaines – ports de péage à l'entrée des grands pavillons, affiches inspirées du *far west* – on peut penser que la FAÉCUM espère mobiliser les étudiants de l'Université de Montréal autour du retrait des frais afférents technologiques de 4 $ par crédit imposés par le rectorat à tous les étudiants pour renflouer les coffres de la Direction générale des technologies de l'information et des communications (DGTIC). Si se battre contre le recteur Luc Vinet pour retirer ces frais est un enjeu noble, c'est aussi un enjeu petit. Si Vinet est une cible facile – après tout, c'est son équipe qui a imposé les frais – c'est aussi une cible inefficace. Car si la FAÉCUM réussit à mobiliser la population étudiante autour de 60 $ par crédit et réussit à faire annuler les frais technologiques, les bénéfices ne s'en laisseront sans doute pas ressentir à long terme : il sera toujours le temps d'amener de nouveaux frais l'année prochaine. Il faut viser plus haut, là où ça compte ; il faut viser Québec, demander, comme on le faisait encore il n'y a pas si longtemps, une loi-cadre pour les frais afférents. En laissant l'enjeu rester local, on l'évacue de sa portée politique. Et on ne change rien. De plus, il y a d'autres problèmes à l'Université que les frais afférents : on n'a qu'à penser aux coupures importantes que subissent les facultés. Il faut aussi penser à préserver la qualité de l'enseignement : offre de cours, support pédagogique, etc.

On peut penser qu'il n'y aurait pas de frais afférents s'il y avait un véritable réinvestissement en éducation des gouvernements provincial et fédéral. On peut penser également qu'il n'y aurait pas de coupures aussi draconiennes à l'Université s'il y avait un réinvestissement en éducation des gouvernements provincial et fédéral. Plutôt que de combattre les frais afférents à la pièce, le mouvement étudiant pourrait voir plus loin et utiliser la réaction pour réclamer plus et, peut-être, régler un problème plutôt que de rapiécer.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 4

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal • 514.343.5947 • www.faecum.qc.ca

FAÉCUM

Règlements de l'Université
et droit civil général

Interprétation et application
Assistance et conseil
pour les étudiants

**Conseiller
en règlements**

Service gratuit
Confidentialité

3200 Jean-Brillant, local B-1265
514.343.5947

FAÉCUM

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 5

Services à la FAÉCUM

TOUCHER LE FONDS

Il y a quelques années, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), faute d'avoir pu obtenir des fonds, n'avait pu faire l'acquisition du Crocodile, un bar autrefois situé à l'angle des rues Gatineau et Lacombe. Suite à cet échec, l'idée est venue de doter la Fédération d'un cadre financier pour développer des services.

Normand FORGUES-ROY

Cette idée est apparue en 2004, mais elle refait surface cette année avec la création d'un comité du fonds de développement. Le comité se rencontrera à plusieurs reprises au cours de l'automne et de l'hiver pour étudier une proposition du Bureau exécutif (B. E.) de la FAÉCUM sur le fonctionnement de ce fonds qui devrait être déposée par le B. E. cet automne. Le comité fera ensuite ses recommandations au Congrès annuel de la FAÉCUM qui se tiendra au printemps 2007. Philippe Brisson, coordonnateur aux finances et services de la Fédération, souligne que *«ce cadre servira au développement de la FAÉCUM en général, même si l'essentiel du fonds sera destiné aux services»*.

L'achat d'un bar est une idée qui a fait ses preuves ailleurs, même si les services ne s'y limitent pas. Jocelyn Caron, un des administrateurs de la Fédération, cite à ce sujet l'exemple de la Confédération des associations étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) : *«L'association possède un bar sur le campus, ce qui permet de fournir des emplois décents aux étudiants et génère des profits qui sont réinvestis dans les actions politiques.»* Pourtant, poursuit M. Caron, il faut éviter que *«la FAÉCUM ne devienne une pourvoyeuse de services et laisse de côté son aspect "syndical"»*. Il ajoute que c'est l'une des raisons pour lesquelles il s'est présenté au conseil d'administration (C. A.) de la Fédération.

Or, Philippe Brisson rappelle que *«la FAÉCUM s'est donné pour mission de développer des services pour les étudiants : c'est dans ses règlements généraux»*. Vincent Ranger, un autre administrateur de la FAÉCUM, soutient qu'*«il faut faire attention et éviter de développer des services pour développer des services»*. Selon Philippe Brisson, il s'agit de spéculation, puisqu'il n'y a encore aucune proposition de nouveau service sur la table. D'autre part, pour M. Brisson, offrir des services afin d'améliorer la condition socio-économique des étudiants est partie intégrante de la mission de la FAÉCUM Dans un même ordre d'idées, *«si on ne s'arrête sur aucune option, plusieurs possibilités sont envisagées, allant de la création d'un portail de services Internet à l'investissement dans le pavillon étudiant»*, selon M. Ranger.

D'ici là, les huit membres du comité vont se rencontrer afin d'évaluer la faisabilité du fonds. Des recommandations seront ensuite déposées au conseil d'administration de la Fédération, avant d'être soumises au congrès de mars prochain, où ce sera aux associations membres de la FAÉCUM de décider de l'avenir du projet. Si l'idée est pertinente pour la FAÉCUM, elle ne le serait pas nécessairement pour ses associations étudiantes membres : *«Ça va dépendre des retombées pour les étudiants, et de leur intérêt»*, estime Vincent Ranger.

Pavillon étudiant

CIMENTER LES LIENS

Pour dynamiser la vie du campus et donner de l'espace aux initiatives étudiantes, la FAÉCUM se propose de construire un pavillon étudiant. Les avis sur la pertinence d'une telle dépense sont partagés. Un lieu de rencontre est-il au-dessus de nos moyens ?

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

LE PAVILLON ÉTUDIANT SERAIT CONSTRUIT AU-DESSUS DU GARAGE LOUIS-COLIN.

Catherine LEROUX

La FAÉCUM travaille en ce moment à la réalisation d'un de ses vieux rêves : la construction d'un pavillon étudiant. Situé au-dessus du garage Louis-Colin, l'édifice permettrait d'offrir un point central aux associations étudiantes, et pourrait abriter des salles de conférences, une agora, une garderie et des espaces sportifs, selon la volonté des étudiants. Ce tableau alléchant comporte toutefois des revers. Certains représentants des associations étudiantes s'interrogent tant sur la pertinence de l'entreprise que sur les coûts qu'elle implique.

UN PROJET EN BÉTON

«La vie étudiante sur le campus est moribonde», affirme Sylvain Dubé, coordonnateur aux affaires universitaires à la FAÉCUM. Un espace commun que les étudiants pourraient s'approprier améliorerait beaucoup la situation, croit-il. *«Le campus est trop éclaté en ce moment ; les étudiants n'ont pas de lieu où se retrouver. Par ailleurs, le manque d'espace est un frein à l'organisation d'activités»*, poursuit-il. Cependant, pour Ariane Jacques-Côté, représentante à l'externe de l'association d'histoire, un pavillon étudiant n'est pas la solution : *«L'éclatement du campus va rester un problème. Il y aura toujours des étudiants qui seront loin du pavillon.»* Selon elle, la vie étudiante gagnerait beaucoup plus par le renforcement des associations locales. *«À l'UQÀM, par exemple, la vie étudiante est très active, et ce n'est pas parce qu'ils ont un pavillon étudiant ; c'est parce qu'ils ont des associations facultaires très fortes»*, argue-t-elle.

Le mode de financement du projet est aussi au cœur du débat. Sylvain Dubé précise que rien n'est encore défini. *«Il y a encore plusieurs scénarios à l'étude,* explique-t-il. *Il y aura une participation financière des étudiants, conditionnelle à la gestion totale de l'espace par ces derniers. Et il y aura une participation de l'Université, assurément.»* Il est naturel, selon M. Dubé, que l'Université s'implique dans un projet qui augmentera son attrait auprès des étudiants potentiels. Ariane Jacques-Côté, de l'association étudiante d'histoire, se questionne sur le bien-fondé de la participation de l'Université : *«Il me semble qu'il y a des choses plus urgentes. Nous avons perdu deux professeurs au département d'histoire l'an dernier. Ce n'est vraiment pas le temps d'investir dans les infrastructures. La priorité devrait rester la qualité de l'éducation.»* Pour M. Dubé cependant, il n'y a pas nécessairement de contradiction entre vie étudiante et qualité de l'éducation : *«la vie étudiante est un aspect important de la réussite scolaire ; il faut aimer aller à l'école pour être motivé.»*

L'implication financière de la FAÉCUM soulève également des objections. Marc-André Faucher, de l'exécutif de la Coalition des associations étudiantes de lettres et sciences humaines (CALESH) se dit déçu que la FAÉCUM embrasse la *«logique de béton»* qui anime les gouvernements et universités actuellement. La volonté d'investir dans les infrastructures plutôt que les services est selon lui contraire à la mission de la FAÉCUM. Il mentionne également les frais à long terme qu'implique le projet, notamment en ce qui a trait à l'entretien du pavillon. Jocelyn Caron, membre du conseil d'administration de la FAÉCUM, bien qu'il trouve excellente l'idée d'un pavillon étudiant, se préoccupe aussi des méthodes de financement. *«Je tiens à m'assurer que les étudiants actuels, qui ne profiteront pas du pavillon puisqu'ils auront en majorité gradué lors de son achèvement, ne paient pas de leur poche pour sa construction»*, dit-il.

Sylvain Dubé rappelle que rien n'est encore coulé dans le béton, et que toutes les critiques qui seront faites seront prises en considération. *«En dernier lieu*, rappelle-t-il, *ce sera aux étudiants de décider, puisque le projet leur sera soumis, sans doute par référendum.»* D'ici là, la FAÉCUM continue de négocier avec le vice-rectorat aux affaires académiques et, selon M. Dubé, elle devrait être en mesure de fournir un plan plus concret d'ici deux semaines.

SONY VAIO
Sony VAIO FS VGNFS850QW
15,4" WXGA XBRITE
1280x800
Intel Pentium-M 1.86 GHz
Graveur DVD±R/RW DC
512 Mo de mémoire RAM
Disque dur de 100 Go
Sans-fil intégré
+ de 400$ de logiciels inclus
intel
849$* ou 29$/m†
*Avec cette annonce. Quantités limitées
MICRO2200.CA
PC+Mac
3200, rue Jean-Brillant, Local B-2200, Montréal, Tél.: 514.343.2313
Ouvert: lundi au vendredi de 9h à 17h
†Financement étudiant, 0$ à l'achat et 0$ résiduel, terme de 36 mois, taxes en sus, détails en magasin, prix et caractéristiques sujet à changement sans préavis, quantités limitées.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 6

TREMBLANT
Mont-Tremblant, Québec

PLEIN LA FACE

LA PASSE ÉTUDIANTE 17-25 ANS*

269$*

MANQUE PAS TA CHANCE D'EN AVOIR PLEIN LA FACE !
DU SKI 7 JOURS SUR 7, TOUT L'HIVER.
EN VENTE JUSQU'AU 1ER DÉCEMBRE 2006.

*Redevance et taxes en sus. Pour étudiants à temps complet âgés entre 17 et 25 ans.
Seules les personnes dont le code postal commence par G, H, J ou K peuvent acheter cet abonnement.

! EN PRIME, 1 JOURNÉE DE SKI
DANS CES 3 STATIONS INTRAWEST !

WHISTLER BLACKCOMB panorama mountain village mountain creek INTRAWEST

TREMBLANT.CA 1 866 783-5719

Quartier Libre RECRUTE

Un(e) correcteur(trice)*

*poste rémunéré

CAMPUS

La semaine dernière sur le campus...

Mardi 26 septembre, 8h30, Pavillon Jean-Brillant

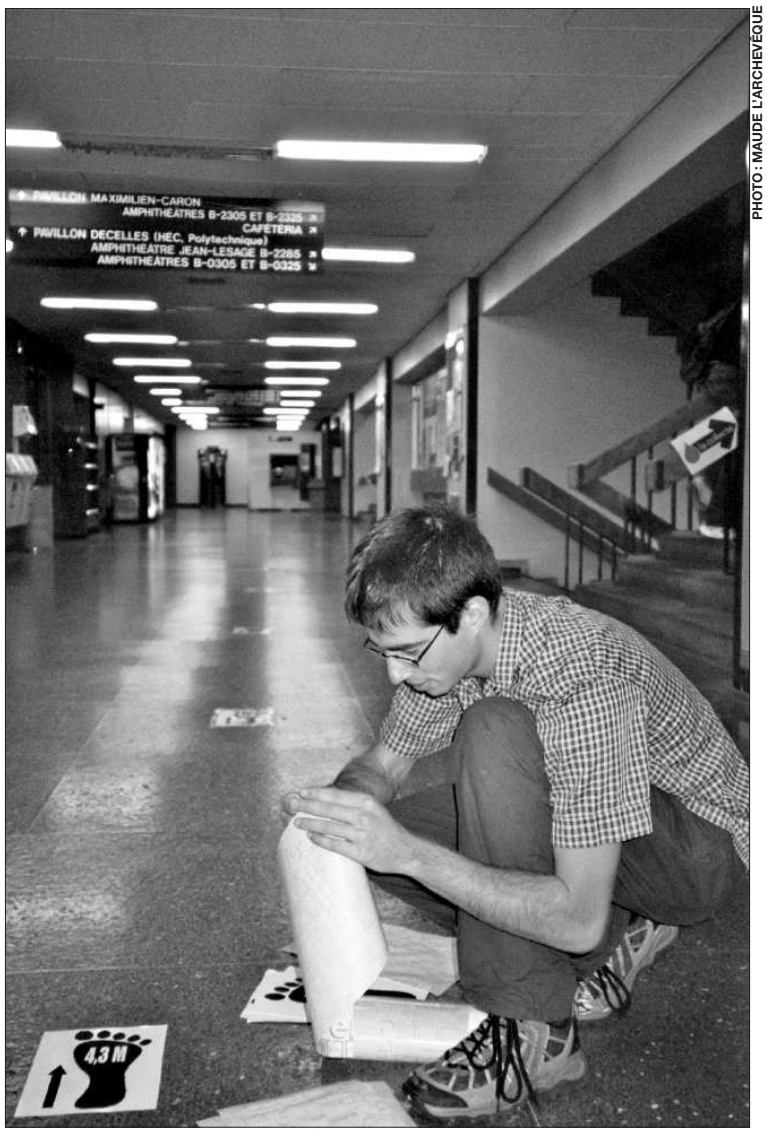


PHOTO : MAUDE L'ARCHEVÊQUE

MARC JULIEN, DE L'ASSOCIATION ÉTUDIANTE D'INFORMATIQUE ET DE RECHERCHE OPÉRATIONNELLE CYCLES SUPÉRIEURS, MONTRE LA VOIE AUX ÉTUDIANTS POUR QUE CEUX-CI CE AILLENT TÉLÉPHONER AUX MEMBRES DU RECTORAT POUR SE PLAINDRE DE L'IMPOSITION DES FRAIS AFFÉRENTS TECHNOLOGIQUES.

Agenda

LA MUSIQUE N'A PAS DE PRIX

Le 17 octobre, Oliver Jones se joindra au Big Band de l'Université de Montréal. Ce dernier, composé d'étudiants en jazz de la Faculté de musique de l'Université de Montréal, a remporté la médaille d'or du Jazzfest des jeunes du Québec en 2002, 2003 et 2004. Par ailleurs, le concert, qui sera donné à la salle Claude-Champagne, sera gratuit pour les étudiants !

Le mardi 17 octobre, à 20h, à la Faculté de Musique de l'Université de Montréal, 220 avenue Vincent-d'Indy, salle Claude-Champagne. Billets au coût de 8$ à 12$ en vente à la Faculté de musique ou sur le réseau Admission.
Admission : (514) 790-1245
Informations : (514) 343-6427

MANGER UNE VOLLEY

La saison des équipes de volley-ball de l'Université de Montréal commence! La saison des équipes féminine et masculine des Carabins s'ouvrira le 20 octobre au CEPSUM. Les femmes ouvriront le bal à 18h en affrontant le Vert et Or de l'Université de Sherbrooke. Les équipes masculines des Carabins et du Vert et Or se rencontreront ensuite à 20h.

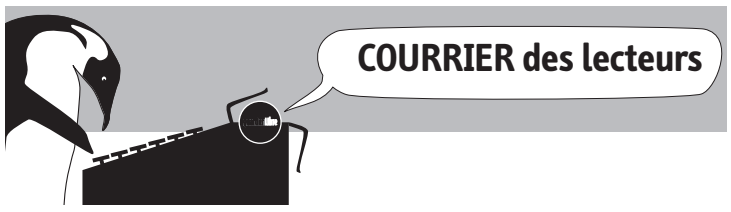
Vendredi 20 octobre, dès 18h, au CEPSUM.
Informations : (514) 343-7772

BIO DANS LE PANIER

Une Coop bio est en train de voir le jour à l'UdeM. Des paniers bio, au prix de 30$ chacun, seront en vente à chaque deux semaines de novembre à mars. Il faut cependant s'engager pour toute l'année et avant le 1er novembre en payant la somme de 270$ pour les neuf paniers de l'année (en plus de payer 15$ d'inscription à Équiterre). Les gens intéressés peuvent écrire un courriel à la Coop bio en spécifiant leur nom et le point de chute qui leur conviendrait le mieux entre Marie-Victorin, Lionel-Groulx ou Roger-Gaudry.

Écrire à Alex Rouillard au ptit_lezz@yahoo.fr

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 7



THÉOLOGIEN EN COLÈRE

Suite à la publication du volume 15/1 de la revue *Dire* [publiée par le Fonds d'investissement des cycles supérieurs de l'Université de Montréal (FICSUM)] (*Théologie et sciences des religions*), automne 2005), les étudiant(e)s et professeur(e)s de la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal tiennent à manifester leur déception et leur mécontentement. En effet, dans ce volume, certaines erreurs et certains choix éditoriaux fondés sur des préjugés non vérifiés ont contribué à esquisser un portrait non représentatif de cette faculté. Par le biais de la présente lettre, nous tenons à apporter certaines corrections et précisions qui permettront aux lecteurs de *Dire* d'avoir une description plus juste de cette faculté et des études qui y ont cours. (…)

Ensuite, dans l'article de Michaël Séguin, l'illustration de la page 42 porte la description suivante : *«La Vierge Marie, modèle pour les adeptes de la théologie féministe»*. Or, il s'agit d'un concept non seulement absent mais également contraire à l'article de M. Séguin. En effet, le choix de Marie comme modèle contredit l'article et insulte littéralement les théologiennes féministes puisque Marie y est généralement considérée comme le modèle patriarcal dans lequel l'Église romaine tente d'enfermer les femmes. On les veut vierges et pures, et surtout, on souhaite qu'elles se taisent et soient soumises comme la figure de Marie que l'on a véhiculée au cours de l'histoire. La théologie féministe prend bien plus pour modèle Jésus lui-même, dans son agir révolutionnaire envers les femmes, et elles le féminisent même en appelant le Christ ressuscité Christa. Ou encore, elles prennent pour modèle une prophétesse du Premier Testament comme Déborah (…).

Ce même article a également été l'objet d'une censure éditoriale non éclairée. Dans la version initiale du texte soumise par Michaël Séguin, la conclusion signée par Annie-Claudine Tremblay faisait état de la théologie contextuelle pratiquée à la Faculté de théologie et de sciences des religions et par son association étudiante. Or, en ce domaine, il n'y a pas de meilleure illustration de cette *praxis* que le *Chemin de l'endettement*, véritable actualisation du Chemin de croix de Jésus que les étudiant(e)s ont réalisé lors du Vendredi saint 2005, au cours de la grève étudiante. Néanmoins, le comité de lecture de *Dire* refusa de publier cette partie fondamentale de l'article, arguant que la revue ne se mêlait pas de politique, tout en préférant demander à l'auteur de parler des déboires, pourtant très politiques, de la théologie de la libération en Amérique latine. Une telle censure est d'autant plus inacceptable que le séminaire des cycles supérieurs du Centre de théologie et d'éthique contextuelles québécoises du 14 octobre dernier portait expressément sur le *Chemin de l'endettement* comme expression d'une théologie contextuelle québécoise.

Finalement, le choix de la photo de Benoît XVI comme page couverture nous paraît une décision peu judicieuse. En effet, la Faculté de théologie et de sciences des religions est un lieu de rencontre de courants religieux et théologiques très divers et ne saurait être catégorisée sous une étiquette unique. Ainsi, les idées conservatrices de Benoît XVI sont évaluées de manière critique dans la pratique académique d'une faculté généralement considérée comme plutôt à gauche dans le spectre idéologique catholique. En ce sens, le choix de la photo de Benoît XVI apparaît comme une catégorisation réductrice de la réalité académique et idéologique de la faculté. De plus, ce choix de photo ne représente pas adéquatement la clientèle de la faculté qui est à la fois catholique, protestante, juive, musulmane, voire agnostique ou athée. Heureusement, les quatre articles publiés par les étudiant(e)s de la faculté permettent d'entrevoir la multiplicité et la variété des champs d'étude qui y sont abordés.

En conclusion, nous suggérons aux responsables de la revue *Dire* de songer à la possibilité de trouver, pour chaque volume à paraître ultérieurement, une personne-ressource spécialisée dans le thème qui sera abordé. Ceci aurait permis, dans le cas du volume 15/1, d'éviter les erreurs et choix éditoriaux inadéquats qui ont ponctué cette parution. Une personne-ressource aurait également pu permettre un dialogue véritable avec la direction de *Dire* et éviter la fin de non-recevoir dont nous avons été l'objet lorsque nous avons fait part de nos commentaires et suggestions à la direction de *Dire*. (…)

Cette lettre a été adoptée à l'unanimité lors de l'assemblée générale de l'Association étudiante de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal tenue le vendredi 16 décembre 2005. Les professeur(e)s suivant(e)s ont également tenu à appuyer la démarche des étudiant(e)s :

Jean Duhaime, doyen
Odette Mainville, vice-doyenne
Denise Couture, vice-doyenne désignée
Jean-Claude Breton, secrétaire
Michel Beaudin
Patrice Brodeur
Robert David
Jean-Marc Gauthier
Alain Gignac
Jean-Guy Nadeau
Jean-François Roussel
Guy-Robert St-Arnaud

Paulémique

BRÈVES

SCHIZOPHRÉNIE POLITIQUE

On l'a assez répété : les années électorales sont très importantes pour le mouvement étudiant, qui peut alors aller chercher des engagements des différents partis. Au Nouveau-Brunswick, cette idée a pris un nouveau sens lors des récentes élections provinciales. En effet, Brian Gallant, qui conjugue les tâches de vice-président de l'Alliance étudiante du Nouveau-Brunswick (AENB) et de président de la Fédération des étudiantes et des étudiants de l'Université de Moncton (FÉÉCUM), s'est porté candidat pour le Parti Libéral dans la circonscription de Moncton-Est. Comme le remarque le journaliste du *Collectif*, le journal étudiant de l'Université de Sherbrooke, *«ayant perdu, M. Gallant se retrouve à défendre les étudiants… devant son propre parti!»* Car si Brian Gallant s'est incliné devant le candidat conservateur – un dénommé Bernard Lord – c'est le Parti Libéral qui a remporté l'élection…

Source : *Le Collectif*,
le journal étudiant de l'Université de Sherbrooke

LOCAL TROP PETIT

À l'Université McGill, ce sont plutôt les partis politiques qui tentent de se mêler de politique étudiante. La première assemblée générale semi-annuelle de l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM) s'est tenue le 5 octobre 2006. Une des propositions à l'ordre du jour demandait aux étudiants d'adopter une position en vue *«d'arrêter l'influence corporatiste sur le campus»*; une autre demandait aux étudiants de soutenir *«les causes des travailleurs sur le campus»*. Pour les chapitres de McGill des partis libéral et conservateur, ces propositions risquent de radicaliser l'AÉUM et même d'aliéner l'étudiant en administration moyen.

Les deux propositions ont finalement été adoptées par l'Assemblée générale.

Source : *McGill Daily*,
le journal étudiant de l'Université McGill

ÉLITE OUBLIÉE

L'Université d'Oxford, en Angleterre, a récemment modifié ses règles d'admission. Selon certains, les changements favorisent les étudiants provenant des écoles gérées par l'État par rapport aux étudiants issus d'écoles privées : un étudiant d'une école publique aura parfois plus de chances qu'un autre ayant un meilleur dossier académique et sortant d'une école privée. *«Ce serait une tragédie si on refusait de bons étudiants [à cause de ces nouvelles règles]»*, souligne le directeur d'une des école privée les plus prestigieuses en Angleterre. Beaucoup d'étudiants de Oxford seraient opposés aux nouvelles règles, selon le journal étudiant, *The Oxford Student*.

Source : *The Oxford Student*,
journal étudiant de l'Université d'Oxford

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 8

Syndicalisation des étudiants salariés

BREAK SYNDICAL

L'année dernière, la CSN et la FTQ se livraient une âpre compétition pour savoir laquelle d'entre elles parviendrait à former un syndicat pour représenter les étudiants salariés de l'Université de Montréal. Un an et un référendum plus tard, les étudiants salariés ne sont toujours pas syndiqués, mais le projet n'a pas été abandonné.

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

JEAN-SÉBASTIEN SCHETAGNE, LE PRÉSIDENT DE L'ÉVENTUEL SYNDICAT DES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES EMPLOYÉS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL.

Stéphane WAFFO

Après avoir fait signer pendant plusieurs mois des cartes d'adhésion aux étudiants salariés de l'UdeM (auxiliaires d'enseignement et de recherche), c'est finalement l'Alliance pour la fonction publique du Canada (AFPC), affiliée à la FTQ, qui a déposé une demande d'accréditation de syndicat auprès de la Commission des relations de travail (CRT), peu de temps avant la fin de la session d'hiver 2006. La CRT a décidé qu'un vote secret se tiendrait par référendum postal entre le 19 juin et le 21 juillet 2006 ; les étudiants employés salariés de l'Université de Montréal ont donc été invités à voter pour ou contre la formation d'un syndicat pour les représenter.

ÉCHEC RÉFÉRENDAIRE

Dans le cadre du référendum postal, 3 100 bulletins de vote avaient été envoyés aux étudiants salariés. 55% de ceux-ci ont été retournés à la CRT et 85% des étudiants qui ont voté étaient en faveur de l'instauration d'un syndicat. Il aurait cependant fallu un résultat proche de 91% pour accréditer le syndicat, puisque tout bulletin de vote n'ayant pas été retourné à la CRT équivalait à un vote contre l'instauration d'un syndicat. En vertu du code de travail, un syndicat doit avoir la majorité absolue pour être accrédité officiellement. Stéphane Renaud, professeur à l'École de relations industrielles, explique que *«la majorité absolue est toujours basée sur le nombre de salariés visés par l'accréditation. Si lors d'un vote, 60 employés se présentent sur 100, et que 33 votent pour et 27 votent contre, on pourrait penser qu'il y en a 55% qui ont voté pour, mais ce n'est pas le cas, car il faut obtenir la majorité des salariés et non pas des votants»*. Dans le cas présent, il n'y a pas eu de majorité absolue, puisque seulement 46% des salariés ont voté pour la création du syndicat.

La tenue du référendum pendant la période estivale est la raison principale de son échec, estime Jean-Sébastien Schetagne, président du Syndicat des étudiants et étudiantes employés de l'Université de Montréal : *«Les étudiants ne sont pas chez eux. Plusieurs personnes n'ont pas eu la chance de voter, certains n'ont jamais été au courant»*. C'est d'ailleurs l'argument principal de l'AFPC-FTQ pour une reprise du vote, car *«pendant l'année scolaire, ils vont être facilement joignables»*. M. Renaud émet quant à lui l'hypothèse d'un mauvais *«timing»* de l'AFPC lors du dépôt de la requête : *«C'est peut-être un mauvais jugement de la part du syndicat d'avoir démontré à la commission qu'il avait plus de 35% des cartes signées, mais moins de 50%. La commission a un délai d'un mois pour tenir un vote secret à partir du dépôt de la requête.»*

ET MAINTENANT ?

Pour les deux centrales qui ont mené des campagnes en 2005-2006 pour la syndicalisation des étudiants salariés de l'Université de Montréal – l'AFPC-FTQ et la FNEEQ-CSN – c'est maintenant le *«statu quo»* pour le dossier des auxiliaires de l'UdeM. Jean-Sébastien Schetagne reste optimiste malgré tout : *«La serviette n'est pas jetée et on continue. On n'a pas réussi à atteindre la majorité absolue, et on espère présentement la tenue d'un second référendum.»* Marie Blais, vice-présidente de la FNEEQ, précise que son organisation est en *«situation d'attente et d'analyse»* par rapport à la syndicalisation des auxiliaires à l'UdeM.

Selon Stéphane Renaud, à partir du moment où il y a rejet du syndicat – comme dans le cas présent – celui-ci peut suggérer une nouvelle tentative. *«Dans cette nouvelle campagne, il pourrait y avoir autant des organisateurs de la FNEEQ que de l'AFPC. Si plus de 50% des salariés signent des cartes peu importe l'affiliation, il y aura accréditation automatique. Par la suite, un vote pourrait être tenu pour savoir quelle centrale représenterait le nouveau syndicat»*, explique-t-il. Jean-Sébastien Schetagne souligne qu'il y a un momentum actuellement dans les universités québécoises : les étudiants salariés de l'Université Laval sont en référendum d'accréditation, ceux de l'UQÀM sont syndiqués depuis deux ans et ceux de l'Université Concordia, depuis quelques jours à peine. Reste que le processus de syndicalisation peut être plus long que prévu, comme le rappelle Marie Blais de la FNEEQ – le cas des étudiants salariés de McGill qui a duré près de deux ans en étant l'un des derniers exemples.

Pour l'heure, il faudra attendre les prochaines audiences de la Commission des relations du travail entre l'Université de Montréal et l'AFPC, afin de réellement savoir quelle sera la prochaine étape et si les étudiants salariés de l'Université de Montréal décideront de se doter d'un syndicat pour défendre leurs droits.

Coupures à l'UdeM

FACULTÉS AFFAIBLIES

Le doyen de la Faculté des arts et des sciences tranche son salaire de son plein gré. On coupe les sommes dédiées à embaucher des auxiliaires d'enseignement et des chargés de cours. Portrait de l'UdeM en 2006.

Maude L'ARCHEVÊQUE

«L'Université de Montréal ne veut pas augmenter son déficit, alors elle coupe», explique Charles Overy, président du Syndicat des chargées et des chargés de cours de l'Université de Montréal (SCCCUM). Cette année, des coupures de 3,5% viennent s'appliquer aux budgets déjà réduits des facultés de l'Université de Montréal. En effet, l'année dernière, les facultés avaient été coupées de 12,6%. Les nouvelles compressions avec lesquelles les facultés doivent composer ne peuvent s'appliquer sur l'ensemble de leur budget. Les salaires, qui constituent une grande part de l'argent des facultés, ne peuvent pas être coupés, parce qu'ils sont régis par des conventions collectives. Le champ d'actions des facultés se trouve donc réduit aux dépenses compressibles.

À la Faculté des arts et des sciences (FAS), on a recommandé aux départements de couper l'enveloppe des auxiliaires d'enseignement de 20% et celle des affaires diverses de 6%. *«Malheureusement, les auxiliaires d'enseignement mangent une claque»*, constate Martin Vézina, coordonnateur aux affaires académiques de cycles supérieurs de la Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAÉCUM). Pour sa part, Claude Piché, directeur du département de philosophie souligne que *«la faculté ne coupe pas dans cette enveloppe parce qu'elle veut s'en prendre particulièrement aux auxiliaires d'enseignement»*. Au département de philosophie, par exemple, l'enveloppe des auxiliaires d'enseignement forme environ 50% du budget compressible du département. *«Si la Faculté veut aller chercher un peu d'argent, elle doit s'en prendre à des enveloppes qui en valent la peine»*, note Claude Piché.

PIERRE ET PAUL

Cependant, les recommandations de la Faculté ne signifient pas que les coupures s'appliquent de la même manière dans tous les départements de la FAS. *«La FAS est une faculté très départementalisée,* explique Martin Vézina. *Les départements ont donc une assez grande liberté pour jouer dans les dépenses compressibles.»* Les départements ont toute la latitude pour appliquer les coupures où bon leur semble dans la mesure où ils atteignent les objectifs de coupures dictés par la Faculté et qu'ils ne touchent qu'à leurs dépenses compressibles. Par exemple, *«au département de philosophe, il est tellement important d'avoir des auxiliaires d'enseignement dans les cours qu'il valait mieux réduire l'offre de cours en supprimant des charges de cours qui n'avaient pas encore été attribuées»*, indique Claude Piché. D'autres départements demandent à leurs professeurs de donner davantage de cours.

M. Piché observe qu'*«il est évident que même si on réaménage, il y a des pertes au total»*. Au Syndicat des chargés de cours, on n'a pas encore brossé un portrait complet des tâches offertes aux chargés de cours cette année. Par contre, Charles Overy souligne que si l'on regarde l'automne 2006 par rapport à l'automne 2005, on constate une baisse de 10 à 11% au niveau de l'offre de charges de cours. *«La conséquence immédiate sur la personne qui perd son cours est désastreuse; il y a des gens qui en ont besoin pour vivre, c'est leur gagne-pain»*, déplore M. Overy. Selon lui, les chargés de cours apportent une contribution bien particulière à l'Université, surtout dans les profils professionnels : *«Le chargé de cours traditionnel, c'est quelqu'un qui vient à l'Université avec sa connaissance de son champ d'expertise, de son milieu.»*

Dans plusieurs départements, les charges de cours qui ont été coupées auraient probablement été données à des doctorants ou des stagiaires post-doctoraux. Selon Claude Piché, *«il est très important pour ces étudiants de montrer des expériences d'enseignement dans leur C.V.»* : un étudiant qui n'a pas eu de telles expériences aura moins de chances dans les concours de bourse. D'autre part, Martin Vézina indique que *«plus un étudiant aux cycles supérieurs travaille à l'extérieur du campus, plus il lui prendra de temps pour finir sa scolarité»*. Les charges de cours et les postes d'auxiliaires d'enseignement sont une occasion d'occuper un emploi sur le campus.

Afin de faire face aux coupures, le doyen de la FAS, Joseph Hubert, a coupé son salaire. Pour Martin Vézina, cela démontre la bonne foi de la Faculté quand elle dit qu'il serait difficile d'encaisser de nouvelles coupures. *«Nous sommes fiers que le doyen de la FAS ait fait ce choix sans que nous ne l'ayons revendiqué»*, ajoute-t-il. Au département de sciences politiques, les pressions de l'Association étudiante ont fait en sorte que le budget des auxiliaires d'enseignement ne soit pas coupé. Martin Vézina relate que *«le directeur a coupé dans d'autres enveloppes : les photocopieuses du département, tout ce qui est compressible, les fournitures de bureau; peut-être aussi dans les charges de cours données par des chargés de cours professionnels»*.

«J'ose espérer que cette coupure est temporaire, momentanée, dit Claude Piché. *Pour continuer à fonctionner avec des frais de scolarité au niveau où ils sont, c'est évident qu'on s'attend à ce que les gouvernements réinvestissent et acceptent d'éponger le manque à gagner dans les universités.»* De leur côté, Charles Overy et Martin Vézina se tournent aussi vers le gouvernement. Pour la FAÉCUM, le plan initial était de faire front commun avec le recteur pour demander un réinvestissement en éducation. Cependant, avec l'imposition des frais afférents technologiques de 4$ par crédit au début de la session, la FAÉCUM se montre moins enclin à travailler main dans la main avec le rectorat. *«On sent un bris de confiance»*, conclut Martin Vézina.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 9

Chad Gaffield

CHERCHEUR EN CHEF

Lorsque *Quartier Libre* s'est entretenu avec le docteur Chad Gaffield le 26 septembre, il n'était président du Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) que depuis 9 jours. Le CRSH finance la recherche en sciences humaines au Canada par des subventions aux étudiants de cycles supérieurs et aux chercheurs : son nouveau président, historien des sciences de surcroît, était donc la personne idéale pour parler de la situation de la recherche en sciences humaines au Canada.

Propos recueillis par

Maude L'ARCHEVÊQUE

Quartier Libre : Quelle est votre vision de votre nouveau poste?

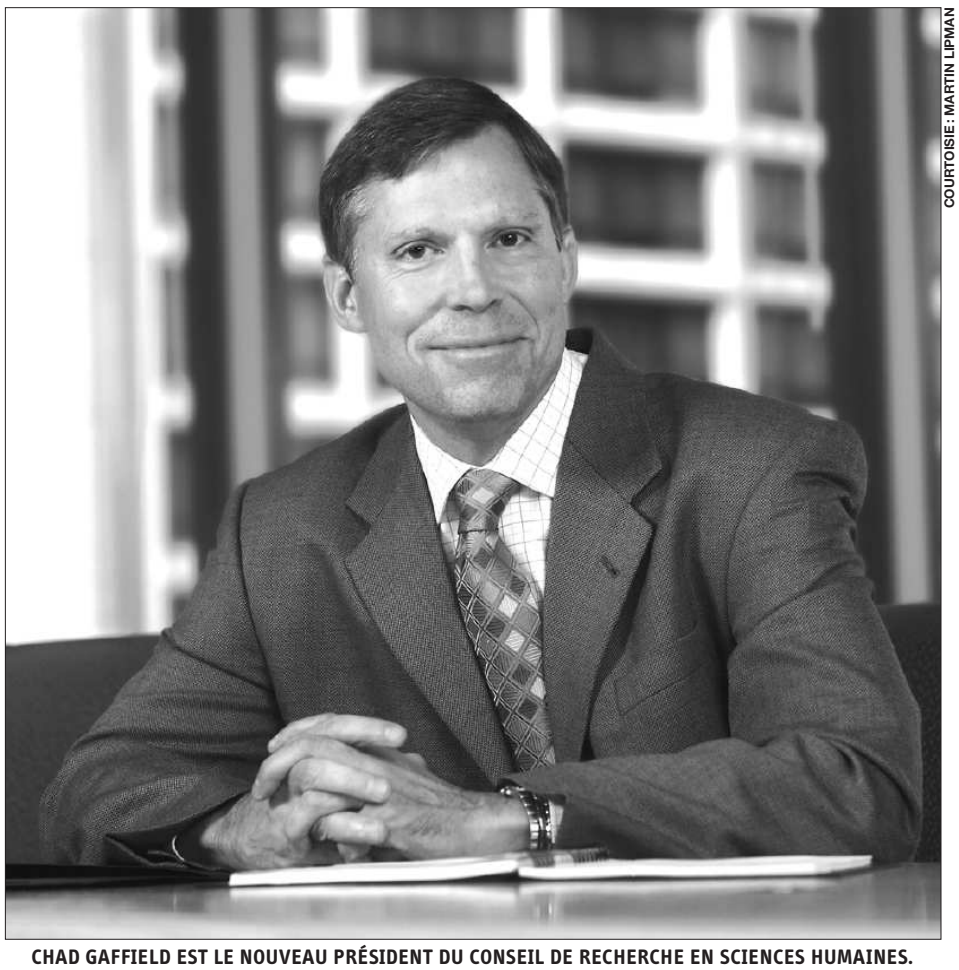
Chad Gaffield : J'espère aller plus loin avec les initiatives lancées dernièrement. Le CRSH est passé par une période de consultation assez importante pour développer un plan stratégique. Il s'agit maintenant de le mettre en œuvre pour réaliser toute la vision décrite dans ce plan stratégique. Cette vision a trois composantes. D'abord, le rôle du conseil est d'appuyer la recherche en sciences humaines par le biais de bourses pour les étudiants et de subventions de recherche. Deux nouvelles composantes viennent s'y ajouter. On souhaite créer des liens entre les chercheurs, mais aussi entre les chercheurs et la communauté plus large, à l'échelle nationale et internationale. Nous voulons nous assurer que tous les liens possibles sont appuyés par le conseil pour faire avancer notre travail. La troisième composante est de s'assurer que l'impact de la recherche en sciences humaines soit évident, pour que la société canadienne puisse vraiment en profiter.

Q. L. : Cela veut-il dire que vous souhaitez mettre l'accent sur de la recherche plus concrète en sciences humaines?

C. G. : Absolument pas. Il s'agit plutôt de s'assurer que le fruit de la recherche en sciences humaines nourrit la conversation pancanadienne, la discussion qui porte sur les moyens de faire avancer la société. Il y a déjà eu des initiatives du conseil en ce sens. Deux exemples me viennent à l'esprit. Il y a dix ans maintenant, on a initié un projet appelé «*Les petits-déjeuners sur la colline*». Dans le cadre de ce projet, un chercheur qui travaille sur un projet de recherche qui, par hasard, est lié à un sujet à l'ordre du jour sur la Colline parlementaire est invité à parler de ses recherches et, peut-être, à discuter des conséquences de ce qu'il découvre sur la politique publique. On a eu beaucoup de succès avec ce projet. Au début, on se demandait : Qui va assister à ces petits-déjeuners? Est-ce que ça va attirer les députés? Les fonctionnaires? On a découvert qu'il y a tout un intérêt pour profiter des résultats de recherche dans la discussion sur la politique. L'autre exemple, c'est le Congrès des sociétés savantes qui se tient chaque printemps et qui est une belle occasion pour les chercheurs de présenter leurs résultats à un public qui n'est pas seulement composé de chercheurs, mais aussi de gens qui s'intéressent à la politique, qui s'intéressent aux changements économiques... Ces précédents nous encouragent à penser qu'en fait, il y a un goût, un intérêt à l'extérieur du monde de la recherche pour les résultats de nos travaux.

Q. L. : Comment entrevoyez-vous vos rapports avec le gouvernement Harper?

C. G. : Ma manière de concevoir cette question est de toujours remplacer le mot «gouvernement» par le mot «société». La question essentielle pour moi est : quel est le lien entre le Conseil et la société canadienne? En partie, ce lien passe par les gens que la société canadienne a élu pour nous gouverner, mais la question clef demeure le rapport entre le Conseil et la société canadienne. C'est pourquoi on a mis l'accent sur les deux thèmes importants du plan stratégique : renforcer les liens entre les chercheurs et la société canadienne et mettre plus d'emphase sur l'impact de la recherche en sciences humaines, parce que ça vise à renforcer nos liens avec la société canadienne. On entend beaucoup dire que le CRSH est sous financé par rapport aux autres conseils de recherche. Il nous incombe de mieux expliquer à la population comment les résultats de recherche en sciences humaines valent vraiment un appui financier important de la société canadienne.



COURTOISIE : MARTIN LIPMAN

CHAD GAFFIELD EST LE NOUVEAU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES.

Q. L. : La société canadienne valorise-t-elle les sciences humaines?

C. G. : Je trouve que de plus en plus, il y a une reconnaissance que l'avenir du Canada comme du monde entier est lié au cerveau. Au lieu de viser les grandes solutions technologiques ou techniques, tout le monde s'accorde pour dire que l'avenir est très lié au talent disponible, au cerveau bien formé. C'est justement le rôle du CRSH, parce que c'est notre conseil de recherche qui vise vraiment le peuple canadien : dans nos projets de recherche, on étudie l'individu, les groupes, les collectivités, la société. Comment avoir une société bien organisée, une société diverse et complexe? Il y a une dimension humaine qui est absolument clef et c'est pourquoi, d'après moi, le «timing» est bon pour faire le lien entre la recherche en sciences humaines et la société canadienne.

Q. L. : Croyez-vous que les chercheurs soient prêts à faire ce lien?

C. G. : De plus en plus. On observe l'arrivée de nouveaux chercheurs; la dynamique sur les campus est très encourageante maintenant. On est passé par une période où il y avait très peu d'embauches, mais maintenant, dans beaucoup de départements, la moitié des professeurs ont été engagés pendant les 6 ou 7 dernières années. La relève s'implante et celle-ci a le goût de nourrir le débat à l'extérieur du campus avec ses résultats de recherche.

Q. L. : Pourtant, dans les universités québécoises, des circonstances financières difficiles rendent parfois le renouvellement du corps professoral difficile…

C. G. : On assiste actuellement à une croissance vertigineuse dans certains départements en sciences humaines. Je suis historien et j'ai remarqué que les départements d'histoire, un peu partout à travers le Canada, attirent une population étudiante importante. On voit la même chose dans plusieurs disciplines de sciences humaines. Avec cet intérêt prononcé de la part des étudiants, il est important que les universités fassent des gymnastiques pour renforcer le corps professoral dans ces domaines malgré les problèmes financiers. De notre côté, on ne contrôle pas l'embauche des professeurs. Tout ce qu'on peut faire, c'est appuyer la recherche. Cependant, on a beaucoup d'influence sur la relève : on donne des bourses pour les étudiants à la maîtrise, au doctorat et au post-doctorat. De plus, une bonne proportion de l'argent que le CRSH verse en subvention de recherche va aux étudiants embauchés comme auxiliaires de recherche. Un pourcentage important de notre budget global – autour de 70% – va aux étudiants et aux assistants de recherche. Nous faisons notre part auprès des cerveaux de la relève en espérant qu'ils pourront contribuer à la société canadienne, pas seulement dans les universités, mais dans tous les secteurs : privé comme public.

Q. L. : Comment se situe le Canada à l'échelle internationale en recherche en sciences humaines?

C. G. : À l'heure actuelle, nous rédigeons le quatrième chapitre de l'histoire de la recherche au Canada. Le premier chapitre se déroulait au 19e siècle quand la société canadienne a décidé de promouvoir en bonne et due forme la scolarisation. On a établi les des écoles secondaires et nous sommes arrivés à un taux de scolarité intéressant à l'échelle internationale. Le deuxième chapitre était le développement d'un système d'éducation post-secondaire. Le Canada se classe maintenant très bien à ce niveau à l'échelle internationale. Le troisième chapitre était la création d'une communauté de recherche en sciences humaines. Elle date des années 60, c'est encore très récent. Avant les années 60, la vaste majorité des professeurs dans les universités canadiennes avaient reçu leur diplôme d'études supérieures à l'extérieur du Canada. Depuis les années 60, on a développé cette communauté de recherche en sciences humaines et maintenant, à l'échelle mondiale, nous sommes bons. Le défi est maintenant de rédiger ce quatrième chapitre où nous devons aller plus loin pour que le Canada soit reconnu à l'échelle internationale pour sa communauté de recherche en sciences humaines. Je pense qu'on a fait énormément de progrès au cours des quatre dernières décennies. Avant les années 60, il n'y avait presque aucune communauté de recherche au Canada, c'était très fragmenté, on était dans une position quasi-coloniale.

Je pense qu'historiquement, l'idée clef était que la formation, et l'éducation est vraiment au cœur de la bonne santé d'une société. C'est la conviction absolument essentielle qui se développait pendant le 19e siècle. Aujourd'hui, tout le monde parle de société du savoir. Au Canada, heureusement, c'est tout à fait cohérent avec le succès que nous avons rencontré jusqu'à maintenant et ça nous donne une excellente base pour aller plus loin. L'élément clef est de maintenir cette conviction et de reconnaître que si le Canada se classe aujourd'hui parmi les meilleurs pays au monde, c'est très lié au fait qu'on a investi beaucoup dans les cerveaux depuis le 19e siècle.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 10

JUSQU'AU 1ER NOVEMBRE

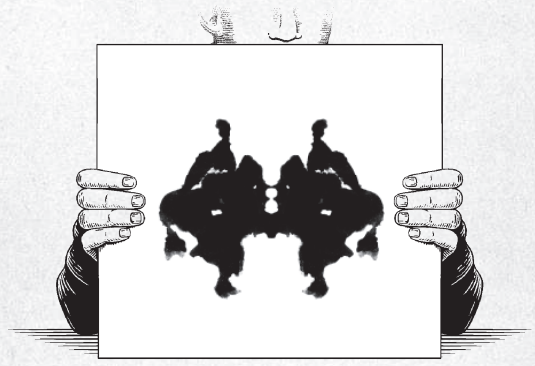
on vous réserve toute une place!

trimestre d'hiver 1er, 2e et 3e cycle

date limite d'admission : 1er novembre

formulaire web : umontreal.ca

Université de Montréal



SI VOUS VOYEZ UN CHAMP CONTRE CHAMP, CONSULTEZ L'INIS.

L'Institut traite les fous de réalisation.

WWW.CONSULTEZLINIS.COM
URGENCE : 514.285.INIS

INIS
INSTITUT NATIONAL DE L'IMAGE ET DU SON

Traitement Télévision
Février à juin 2007 / 3 500 $
Date limite d'inscription
Mercredi 8 novembre 2006 à 17h

Traitement Documentaire
Janvier à juin 2007 / 3 500 $
Date limite d'inscription
Mercredi 11 octobre 2006 à 17h

Traitement Cinéma
Août à décembre 2007 / 3 500 $
Date limite d'inscription
Mardi 6 mars 2007 à 17h

Avec le soutien du ministère de la Culture et des Communications du Québec, de Téléfilm Canada et du ministère du Patrimoine canadien

Emploi d'été au Parlement du Canada

Devenez Guide parlementaire

Présentez votre demande en ligne à **www.parl.gc.ca/guides** ou pour plus de renseignements composez le 1-866-599-4999

Date de clôture : Le 13 novembre 2006

Bibliothèque du Parlement / Library of Parliament

www.parl.gc.ca/guides

double pizza®

514• 343•0•343

TOUJOURS 2 POUR 1

LIVRAISON GRATUITE

10% SUR $ 50 ET PLUS

SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS

5002 QUEEN MARY

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:56 PM Page 11

Équipe de volleyball féminin des Carabins

VLAN !

Si les résultats des tournois préparatoires disputés par les volleyeuses des Carabins offrent un aperçu du rendement futur de l'équipe, la formation de l'entraîneur Olivier Trudel risque de récolter plusieurs honneurs au cours des prochains mois. Celles-ci viennent en effet de remporter deux importants tournois préparatoires et s'apprêtent maintenant à faire de même avec la nouvelle saison qui s'amorce, après avoir terminé au quatrième rang du championnat canadien en 2005-2006.

Eric FOREST

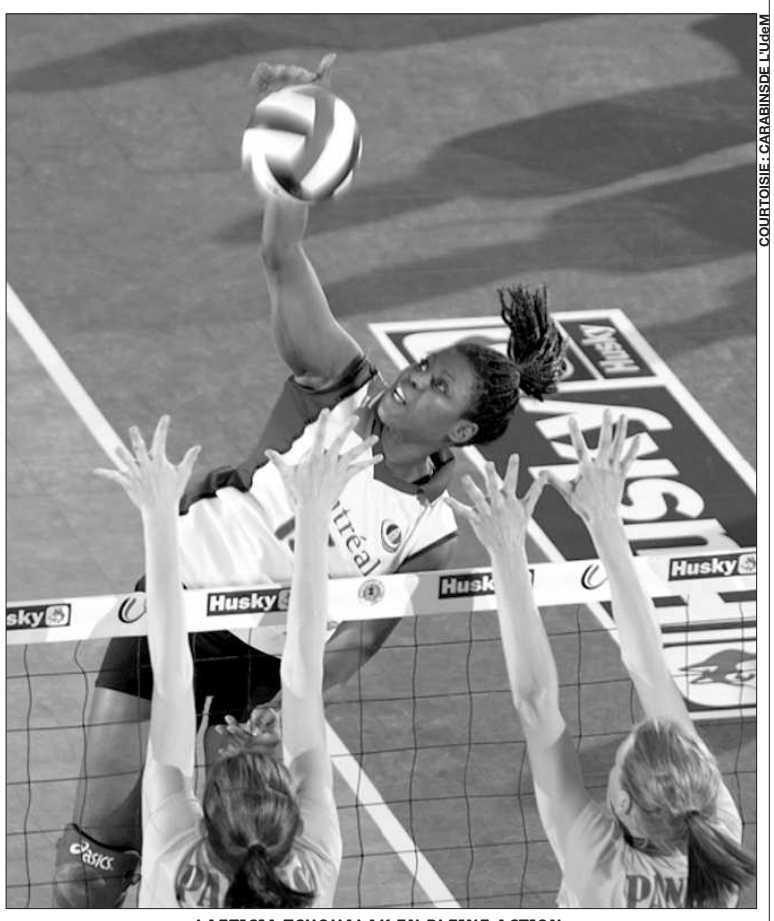
Dans le cadre du Tournoi Invitation Carabins 2006 qui s'est tenu du 29 septembre au 1er octobre 2006, l'Université de Montréal a reçu sept équipes de la scène universitaire canadienne. En 2005-2006, l'équipe de l'UdeM avait connu des hauts et des bas en séries éliminatoires, terminant au quatrième rang des championnats canadiens qui se tenaient à Calgary, auxquels huit équipes participaient. Les filles ont tour à tour vaincu l'UQTR, l'Université York et UBC en rondes préliminaires, avant de se mesurer en demi-finale aux Martlets de McGill, qui se sont inclinées en quatre manches contre l'équipe hôte.

Sans surprise, la finale a opposé les Carabins aux championnes canadiennes en titre, le Rouge et Or de l'Université Laval. En 2005-2006, cette équipe n'a perdu que trois sets face à Montréal en cinq parties, menant à cinq victoires de l'équipe de Québec. Les Carabins ont débuté le match en lion contre le Rouge et Or, remportant facilement la première manche 25-14 grâce aux puissantes frappes de Laetitia Tchoualak (communications) et à l'excellent contrôle du ballon par les partantes. L'Université Laval s'est réveillée en créant l'égalité lors du deuxième set, mais les Bleus ont exercé une excellente défensive au cours de la troisième et quatrième manche pour l'emporter 25-17 et 25-20 et ainsi être couronnées championnes.

«Ce qui m'intéresse vraiment depuis le début de l'année, c'est la défensive. On commence à être solides. Toutes les filles sont bien positionnées, ce qui permet de bien répliquer aux attaques. C'est ce qui me fait le plus plaisir présentement», explique l'entraîneur de l'équipe, Olivier Trudel. La libero Janie Guimond (ergothérapie) a d'ailleurs été nommée sur l'équipe d'étoiles du tournoi tout comme Tchoualak, qui a aussi remporté le titre de joueuse par excellence grâce à une performance de 50 attaques marquantes, deux as au service, deux blocs et 38 récupérations en défensive en quatre matchs.

SURPRISE AU PAYS DE L'ONCLE SAM

Il s'agissait d'un deuxième titre en autant de tournois cette saison pour les Carabins.



COURTOISIE : CARABINS DE L'UdeM

LAETICIA TCHOUALAK EN PLEINE ACTION.

L'équipe a causé une belle surprise en s'imposant à l'Asics Invitational disputé sur le terrain de l'Université du Pacifique à San Francisco plus tôt cette année. Elles ont battu l'équipe hôte, considérée comme l'une des 40 meilleures formations universitaires américaines, en cinq sets très serrés. Qui plus est, l'entraîneur chef, Olivier Trudel, n'a pu compter sur deux de ses meilleures joueuses, Mélody Benhamou (HEC Montréal, administration) et Nadine Alphonse (éducation physique), la première étant blessée à une main, tandis que la seconde est toujours retenue avec l'équipe nationale à Winnipeg.

Nul doute que cette victoire leur a donné des ailes pour les rencontres qui se sont jouées dans leur propre cours. Olivier Trudel souligne *«qu'en tant qu'entraîneur chef, il a compris avec ce tournoi américain qu'ils pouvaient battre à peu près n'importe qui au cours de la prochaine saison»*. Selon Janie Guimond, *«l'équipe s'est donné la chance de disputer un tournoi en Californie pour s'y pratiquer et je pense que ça va vraiment nous aider à gagner des matchs, à bien jouer et à être agressives pour le reste de la saison»*.

FIN PRÊTE POUR LA VRAIE SAISON

La saison régulière de volleyball féminin débutera au CEPSUM le vendredi 20 octobre prochain contre le Vert et Or de Sherbrooke. Les volleyeuses de l'UdeM disputeront 16 parties contre les équipes de la Conférence Québec, d'octobre à mars, en plus de rencontrer des formations des maritimes dans des matchs interligues. *«Nous voulons nous forcer à chaque match et être en mesure de récupérer chaque ballon pour augmenter nos chances de remporter des points»*, explique Janie Guimond. Questionné sur la différence entre la présente édition et celle de l'année dernière, Olivier Trudel n'a pu s'empêcher de crier haut et fort le nom de sa libero. Suite au louange de son entraîneur, la joueuse étoile a répondu : *«La différence, c'est définitivement le caractère et l'agressivité de l'équipe. Nous sommes réellement des Bleus.»*

Semaine de la souveraineté

DÉBÂCLE

Un débat sur la question nationale devait se tenir entre la présidente de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec et le président de la Commission jeunesse du Parti québécois à l'Université de Montréal le 26 septembre dernier. La rencontre annoncée n'a pas eu lieu. La raison? Stéphanie Doyon, présidente de la Commission jeunesse du PLQ, brillait par son absence, ayant été remplacée au pied levé par un militant du PLQ.

Virginie ROY

Dans le cadre de la Semaine de la souveraineté à l'Université de Montréal du 25 au 29 septembre 2006, un débat sur la question nationale a été organisé par le Mouvement des étudiants souverainistes de l'Université de Montréal (MÉSUM). Selon le président du MÉSUM, Alexandre Beaudet, si Stéphanie Doyon a finalement refusé de participer au débat qui s'est tenu le 26 septembre, c'est *«qu'elle se sentait mal à l'aise avec le fait que le débat se déroulait dans le cadre de la Semaine de la souveraineté»*.

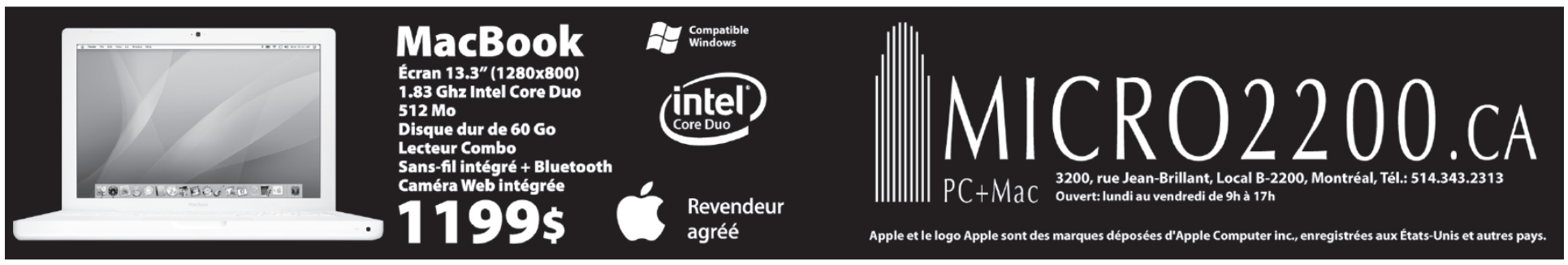
«Il a été clairement indiqué au MÉSUM qu'elle ne pourrait être présente lors du débat, et ce, dès la réception de l'invitation à la fin du mois d'août», assure Matthieu Tremblay, coordonnateur aux communications de la Commission jeunesse du PLQ. Alexandre Beaudet est catégorique : *«Il est totalement faux de dire que Stéphanie Doyon avait refusé le débat dès le mois d'août.»* Il affirme avoir été informé du refus de Stéphanie Doyon 24 heures seulement avant le débat. On lui a d'ailleurs assuré à ce moment que le vice-président des jeunes libéraux, Élyas Felfoul, remplacerait la présidente. Or, *«le vice-président ne pouvait pas venir*, indique Alexandre Beaudet. *Nous nous sommes donc retrouvés dans une situation où nous n'avions toujours pas de représentant du PLQ deux heures avant le débat.»*

Matthieu Tremblay reproche au MÉSUM d'avoir fait parvenir les questions à la veille du débat, à 15h10 exactement, après qu'elles aient été changées à deux reprises étant donné leur manque de neutralité. Alexandre Beaudet avoue qu'une reformulation a été envoyée la veille du débat. Par contre, le président du MÉSUM assure avoir envoyé une semaine avant le débat les thèmes qui y seraient abordés afin que le PLQ puisse apporter des modifications s'il sentait que les questions étaient biaisées. *«Ils ont cependant attendu la veille pour critiquer le choix des questions et ils m'ont demandé de les modifier, ce que j'ai fait»*, souligne M. Beaudet. Il ajoute que les changements ont été mineurs puisque les trois thèmes restaient sensiblement les mêmes.

AVEZ-VOUS VU LE PLQ?

Le MÉSUM a finalement réussi à trouver un débatteur, Alexandre Soulières, militant de longue date de la Commission jeunesse. Alexandre Beaudet précise qu'il a contacté M. Soulières lui-même, *«puisque le PLQ ne semblait pas être capable de trouver un remplaçant»*. Il estime par ailleurs que *«le débat a été nettement à l'avantage de M. Jeanneau, président des jeunes péquistes»*. Selon M. Beaudet, cette situation pourrait être expliquée par le fait que le représentant des jeunes libéraux n'avait pas eu la chance de se préparer adéquatement, étant donné la situation.

Pour Alexandre Beaudet, les événements entourant l'absence de Stéphanie Doyon au débat sur la souveraineté confirment son expérience de la présence du PLQ à l'UdeM : *«Je milite depuis longtemps pour la cause souverainiste et j'ai remarqué que tant les libéraux provinciaux que fédéraux sont tout simplement absents de l'Université, sauf à l'occasion de certains événements. Ils ne sont présents que lorsqu'ils ont besoin de votes.»* Matthieu Tremblay estime, quant à lui, que si son parti n'était pas présent dans les universités, la Commission jeunesse du PLQ ne serait pas aussi populaire : *«L'aile jeunesse du PLQ possède le tiers des votes au sein du parti et est la plus influente au sein d'un parti politique, et ce, à travers tout le Canada.»*



_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 12

Provost – Vice-rectorat aux affaires académiques
Services à l'extension de l'enseignement

Cet hiver, étudiez en terrain connu.

Hiver 2007

au Campus de Lanaudière
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais - Criminologie - Gestion des services de santé et des services sociaux - Intervention auprès des jeunes - Petite enfance et famille Santé communautaire - Santé et sécurité du travail - Santé mentale - Toxicomanies

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
Microprogramme en évaluation des compétences – 2e cycle

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives - Milieu clinique

950, Montée des Pionniers, Lachenaie
450 657.7887 ou 1 866 770.7887

au Campus de Longueuil
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais - Communication appliquée - Criminologie - Droit - Études individualisées Français cours de service - Gestion appliquée à la police et à la sécurité - Gestion des services de santé et des services sociaux Intervention auprès des jeunes - Intervention en déficience intellectuelle - Petite enfance et famille - Publicité - Rédaction - Relations industrielles - Relations publiques - Santé communautaire - Santé et sécurité du travail Santé mentale - Toxicomanies - Traduction II Violence, victimes et société

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel – 2e cycle
Pharmacien - Maître de stage
Soins pharmaceutiques

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives - Milieu clinique

FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Sciences religieuses - Théologie
Théologie pratique

Édifice Port-de-Mer
101, Place Charles-Lemoyne
Rez-de-chaussée
Longueuil
450 651.4777 ou 1 877 651.4777

au Campus de Ville de Laval
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Anglais - Communication appliquée - Cours de service - Criminologie - Droit - Études individualisées - Gestion appliquée à la police et à la sécurité - Gestion des services de santé et des services sociaux - Intervention auprès des jeunes - Intervention en déficience intellectuelle - Petite enfance et famille - Rédaction - Relations industrielles - Relations publiques - Santé communautaire - Santé et sécurité du travail - Santé mentale - Toxicomanies Violence, victimes et société

FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES
Intervention psychoéducative - Psychologie

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel – 2e cycle
Pharmacien - Maître de stage
Soins pharmaceutiques

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION
Maîtrise en enseignement secondaire, profil science et technologie
Microprogramme en didactique – 2e cycle

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES
Intégration et perspectives - Milieu clinique

FACULTÉ DE THÉOLOGIE ET DE SCIENCES DES RELIGIONS
Sciences religieuses - Théologie pratique
Théologie

Complexe Daniel-Johnson
2572, boulevard Daniel-Johnson, 2e étage
450 686.4777 ou 1 877 620.4777

au Campus de Québec
Cours offerts dans ces programmes

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE
Criminologie - Gestion des services de santé et des services sociaux - Relations industrielles Santé communautaire - Santé et sécurité du travail - Santé mentale

FACULTÉ DE PHARMACIE
Programmes de perfectionnement professionnel – 2e cycle
Pharmacien - Maître de stage
Soins pharmaceutiques

Collège Saint-Charles-Garnier
1150, boulevard René-Lévesque Ouest
Québec
418 682.8782

www. campusregionaux.umontreal.ca

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 13

LE JOURNALISME QUÉBECOIS ET L'UNION INTERNATIONALE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

EN FOND ET DUE FORME

(BUCAREST, ROUMANIE – CIPUF) Les mutations économiques provoquées par l'information sur Internet et les journaux gratuits se font-elles aux dépens de la qualité des nouvelles? Cette question, cruciale pour l'avenir de la presse écrite, débattue en marge du Sommet de la Francophonie lors des assises de l'Union Internationale de la Presse Francophone (UPF), engendre beaucoup de pessimisme parmi les analystes des médias. Or la presse québécoise ne semble pas souffrir de la chute de revenus et des carences en contenu de qualité qui balaient le reste de la presse internationale francophone. La synergie et la concentration de la presse, nouvelles panacées pour l'information?

Paul THERRIEN
Envoyé spécial

Qui se compare se console, c'est le constat que semble se dire Claude Robillard, secrétaire général de la fédération des journalistes professionnels du Québec (FPJQ). Le discours des représentants de la presse francophone de l'Afrique et de la France témoignait d'une vive inquiétude face à l'avenir de leur industrie : baisse des ventes aux kiosques et à l'abonnement, augmentation de la dépendance aux entrées de la publicité et chute de l'investissement dans la qualité de l'information. *«La publicité est au centre des préoccupations de la presse. Au Québec, la synergie et le croisement de plusieurs plateformes médiatiques semblent contrer les pertes»*, soutient Claude Robillard. La vigueur de la presse québécoise viendrait de la multiplication de supports médiatiques pour une même information. Un journal ne se contente plus de publier son édition papier au kiosque du coin de la rue. Il affiche son contenu en ligne où les possibilités de transmission de l'information sont multiples. Cette robustesse financière aurait aussi motivé *«les grands groupes de médias à investir dans la qualité de l'information»*, selon Claude Robillard.

Pourtant, la concentration de la presse au Québec provoque de vives inquiétudes parmi les éditeurs et les journalistes depuis bien longtemps. En novembre 2001 se tenait une commission nationale sur cet état avancé de concentration. Le Conseil de la presse du Québec (CPQ) jugeait que la situation était «critique» et que ce seuil élevé de concentration de propriété était *«porteur d'un certain nombre d'effets potentiellement pervers»*, tels que des reportages visant à promouvoir du contenu présent sur d'autres supports médiatiques de la même entreprise. Or les plaintes à l'égard du contenu de la presse n'ont pas augmentées depuis cette restructuration de la propriété médiatique, confirme Nathalie Verge, secrétaire général du CPQ. Au Québec, trois groupes contrôlent l'essentiel de la presse écrite en français. Du côté des quotidiens, le marché est divisé en véritable duopole : Quebecor et Gesca se partagent 97% du tirage. Quebecor se trouve souvent accusé de diluer son contenu informatif pour mousser l'intérêt vers ses émissions de variété. Ayant en sa propriété le journal au plus grand tirage, l'entreprise n'hésite pas a y promouvoir les vedettes de *Star Académie* à l'affiche sur sa chaîne de télévision.

> **S'il y a eu une amélioration du contenu dans la presse québécoise, ce n'est certainement pas grâce à la concentration de la propriété et de la synergie !**
>
> **Anne-Marie Gingras**
> professeure de science politique et analyste des médias de l'Université Laval

LIRE ENTRE LES PUBS

Suite à une analyse du contenu sur dix ans, entre 1992 et 2002, de trois journaux appartenant à Gesca, la Tribune de Sherbrooke, le Quotidien de Saguenay et le Soleil de Québec, le Centre d'étude sur les médias de l'Université Laval (CEM) témoigne d'une hausse de la qualité. *«Selon le contenu en information locale et régionale et l'information plus lourde comme les questions politiques, nous constatons un effort de Gesca d'investir dans ses journaux»*, confirme Daniel Giroux, secrétaire général du CEM. Ici contrairement à d'autres pays, il n'existe presque pas de règles concernant la propriété des journaux. *«Une des difficultés c'est que nous avons deux niveaux de gouvernement… La radio et la télévision sont gérées par le CRTC au fédéral, mais la presse écrite on ne sait pas trop. On croit que le fédéral ne pourrait pas trop s'en mêler parce que les journaux ont leur marché principal à l'intérieur du Québec*, dit Daniel Giroux. *Il n'y a donc pas de règles précises concernant la propriété croisée qui est la nouvelle forme de concentration de la presse.»*

«S'il y a eu une amélioration du contenu dans la presse québécoise, ce n'est certainement pas grâce à la concentration de la propriété et de la synergie!», soutient Anne-Marie Gingras, professeure de science politique et analyste des médias de l'Université Laval. Une entreprise médiatique plus forte peut se permettre de réaliser du journalisme d'enquête, mais encore faudrait-il une culture organisationnelle qui le permette et que *«l'orientation vers le profit du patron ne soit pas trop envahissante*, dit Anne-Marie Gingras. *Se sont les pressions externes de la part des lecteurs et internes venant des journalistes qui ont de bonnes idées qui mènent à un meilleur contenu. Autrement, rien n'est jamais assuré.»* Existe-t-il un modèle de réussite qui garantirait l'accès à une information de qualité en presse écrite? Mme Gingras maintient que non, car plusieurs journaux connaissent des difficultés en France, malgré une propriété plus diversifiée. Afin de stimuler leur relance, plusieurs journaux *«y vont à fond dans l'opinion. J'étais surprise de voir* Libération *avec des caricatures en une. C'est très particulier de constater qu'ils impriment de l'opinion sur toutes les pages. J'ai remarqué une manque de rigueur et pas assez de faits»*, témoigne Anne-Marie Gingras.

Abolition du Programme de contestation judiciaire du Canada

COUP DE BARRE

Le combat des Franco-Ontariens contre la fermeture de l'hôpital francophone de Montfort et, plus récemment, les luttes juridiques pour la reconnaissance du mariage entre conjoints de même sexe furent financés en partie par le Programme de contestation judiciaire du Canada (PCJ), aboli le 25 septembre dernier par Ottawa. Si certains affirment que le Canada contrevient ainsi à ses engagements internationaux, d'autres soulignent plutôt le caractère politique de cette décision.

Gaétan POULIOT

«Cette décision viole les engagements du Canada à l'égard du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU», soutient la Ligue des droits et libertés du Québec, qui dénonce l'abolition du Programme de contestation judiciaire. Ce dernier, qui appuyait financièrement des actions en justice pour faire évoluer les droits à l'égalité et les droits linguistiques selon les préceptes de la Constitution canadienne, était reconnu à l'échelle internationale par l'entremise de ce pacte, explique la présidente de la Ligue, Nicole Filion. Ratifié par le Canada en 1976, ce pacte demande notamment aux États d'assurer aux justiciables des moyens appropriés pour faire valoir leurs doits devant les tribunaux.

Le Comité de l'ONU, mandaté pour examiner l'état de ces droits au Canada, s'est intéressé au PCJ dans ses trois derniers rapports, exercice auquel le Canada doit se soumettre tous les cinq ans. *«En 1993, le Canada recevait un blâme au niveau international pour avoir éliminé le programme*, explique Nicole Filion. *D'autre part, le deuxième examen du Comité en 1998 se félicitait du rétablissement de celui-ci et recommandait qu'il soit élargi pour y inclure les plaintes contre les lois et politiques provinciales.»* Ces remarques font référence à l'abolition du PCJ par le gouvernement conservateur de Mulroney en 1992 et à son rétablissement par le gouvernement libéral Chrétien en 1994. Dans le dernier examen déposé en mai dernier, le Comité appuyait toujours le PCJ, mais regrettait que sa portée n'ait pas été étendue. Sur un ton ironique, Mme Filion décrit la situation actuelle : *«Alors que le Comité d'examen de l'ONU reconnaissait l'importance du programme et recommandait son élargissement, le gouvernement a décidé de l'abolir.»*

Toutefois, selon Nicole Duplé, professeure de droit constitutionnel à l'Université Laval, cette décision du gouvernement ne contreviendrait pas aux obligations légales du Canada sur la scène internationale. *«Les droits sociaux, économiques et culturels sont des droits "programmatoires", c'est-à-dire qu'ils dépendent de programmes sociaux établis par les gouvernements selon leurs besoins.»* Elle explique que les États mettent sur pied ces programmes selon leurs ressources, qui sont bien sûr limitées. Donc, dans le cas du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Canada ne serait pas obligé d'avoir un programme comme le PCJ. Au-delà des considérations juridiques, cette décision relèverait de la sphère politique, indique Mme Duplé.

PERDRE LE DROIT

Cette décision du gouvernement Harper fait des vagues au pays. *«Nous sommes très déçus de cette décision, car cela affecte directement notre communauté»*, lance d'entrée de jeu Patrick Henri, directeur des communications à l'Association canadienne-française de l'Alberta. *«La communauté francophone de l'Alberta a eu recours à ce programme pour défendre ses droits linguistiques»*, affirme-t-il, en ajoutant que *«dorénavant, la décision du gouvernement limitera leurs droits de revendication.»* Nicole Filion juge elle aussi que cette décision réduira l'accès à la justice des personnes les plus vulnérables de la société. *«Cela marque un recul de l'évolution souhaitée du droit à l'égalité et des droits linguistiques»*, ajoute-t-elle en demandant son rétablissement immédiat.

Quant à la nécessité de maintenir un programme semblable, Nicole Duplé, de l'Université Laval, n'est pas aussi catégorique. Tout en reconnaissant que le PCJ a aidé certains groupes à faire valoir leurs droits qui étaient plus difficiles à interpréter qu'auparavant. Elle soutient que *«plusieurs grands arrêts de la Cour suprême ont déjà permis d'éclaircir les droits linguistiques»*. Toutefois, à son avis, *«tout n'a pas été dit»* et il resterait des *«zones d'obscurité»* que ce programme aurait peut-être permis d'éclaircir en finançant d'autres causes.

«Quoique le programme n'était pas parfait, cela ne justifie pas son abolition», déclare Henri Brun, constitutionnaliste et professeur de droit à l'Université Laval. *«Ce programme aurait plutôt gagné à être élargi pour permettre le financement à plus de groupes que ceux communément ciblés»*, estime-t-il. Étant une question purement politique selon lui, il en rajoute en affirmant que dans le contexte budgétaire actuel *«cela est malhabile et ne relève pas de la sagesse politique»*.

Le PCJ disposait d'un budget 2,75 millions de dollars par année. Il fut aboli alors que le gouvernement de Stephen Harper dévoilait des surplus budgétaires importants totalisant 13,2 milliards de dollars.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 14

Seulement chez Zellers

BIG STAR

bigstarcanada.com

Menstruations anormales

Vous présentez des menstruations abondantes (avec caillots), ou prolongées (8 jours ou plus), ou fréquentes (2 fois par mois environ) ayant des répercussions importantes sur votre vie.

Si vous êtes âgée de 18 ans ou plus, vous pourriez participer à une étude de recherche clinique sur l'essai d'une nouvelle pilule contraceptive à faible dose ou d'un stérilet hormonal actuellement évalués pour le traitement des saignements menstruels anormaux.

Vous serez remboursée pour le temps consacré à l'étude et on vous fournira gratuitement les produits d'hygiène féminine.

Pour information, veuillez communiquer avec Karine Chaussé, infirmière du Dr Michèle Moreau, spécialiste en santé des femmes, au ***514-257-8796***

www.racheljulien.com CONDOS TÉMOINS à VISITER LIVRAISON RAPIDE

CONDOS le QIO

NOUVEAU PROJET de 16 unités Maintenant en VENTE

À 2 pas du métro PARC et du futur campus de l'Université de Montréal

7060 rue Hutchison suite 112

PHASE 2 Les Condos de la Gare Vivre Montréal

Lofts abordables dans un quartier en émergence

L M M 14 h à 20 h
S D 13 h à 17 h

514.271.8065

Seulement quelques unités disponibles
3 mois d'occupation gratuite
www.lescondosdelagare.com

À partir de 130 775 $ + tx

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 15

DIFFÉRENTS TONS DE VERT

On reconnaît généralement à la gauche politique une certaine parenté avec le mouvement écologiste. Pourtant, elle n'a pas le monopole des préoccupations environnementales. Si beaucoup d'écolos portent leurs convictions politiques à gauche, d'autres se réclament de la droite. Pendant ce temps, les partis «verts» d'ici se disent au-dessus du clivage gauche-droite. Rupture ? Posture visionnaire ? Non-sens ?

Jean François BOUTHILLETTE

Les partis verts fédéral et québécois – pour qui les choses vont plutôt bien si l'on en juge par leurs derniers résultats électoraux et les récents sondages – refusent catégoriquement d'être étiquetés «de gauche». *«Sauver la planète requiert qu'on laisse les dogmes dans le placard»*, soutient Scott McKay, chef du Parti vert du Québec (PVQ) depuis mai. Il affirme que *«si on reste enfermé dans la logique droite-gauche, on passe à côté»*, précisant qu'il en va de même pour la polarisation fédéraliste-souverainiste, au Québec.

«Nous ne sommes ni de gauche, ni de droite», déclarait récemment à *Quartier Libre* la nouvelle chef du parti vert du Canada (PVC), Elizabeth May, qualifiant ces étiquettes d'*«anachronismes dans le contexte actuel»*. Certes classiques, forcément simplificatrices, ces étiquettes ne sont pourtant pas vides de sens. En matière économique, on s'entend généralement pour dire que celle de «gauche» sied aux tenants d'un État plus interventionniste et que celle de «droite» favorise plutôt la libre entreprise et l'autorégulation du marché.

Le PVQ refuse néanmoins de choisir entre ces visions de l'État, de s'associer à un seul côté du spectre politique parce que *«l'intérêt supérieur de la planète nécessite qu'on puise dans les coffres à outils de la droite comme de la gauche»*, explique Scott McKay. Il déplore d'ailleurs qu'on juge encore son parti à l'aune de *«vieilles grilles d'analyse, empêtrées dans cette logique gauche-droite»*. Pourtant, bien qu'il soit d'abord réticent quand *Quartier Libre* l'invite à se positionner personnellement sur cet axe traditionnel, le chef des Verts du Québec finit par s'identifier lui-même à *«un genre de centre-gauche»*.

PHOTO : MARIE-SOLEIL DÉSAUTELS

> Il existe une proximité de pensée, de valeurs [...] entre une certaine social-démocratie et les intérêts environnementaux
>
> **Steven Guilbeault**
> Greenpeace

DES RACINES À GAUCHE

Historiquement, le mouvement écologiste a beaucoup été associé à la gauche du spectre politique. Si en Nouvelle-Zélande et en Ontario, par exemple, des partis politiques «verts» ont parfois logé à droite, c'est en Europe, et à gauche, qu'ils ont été les plus influents. C'est là qu'ils ont pu intégrer des coalitions au pouvoir – en France, en Allemagne ou en Suède par exemple – et ce, toujours main dans la main avec des partis d'allégeance sociale-démocrate, soit plutôt à gauche.

Idéologiquement aussi, il y a d'importantes affinités entre la gauche et le mouvement vert. La Charte des Verts mondiaux, signée en 2001 à Canberra par des partis verts de quelque 70 pays, en témoigne. Ces grandes orientations incluent la recherche d'une plus grande justice sociale et condamnent *«le dogme de la croissance économique à tout prix»*. Devant la libéralisation de l'économie mondiale, le mouvement vert se réclame en des termes sans équivoque d'un altermondialisme défendant *«la primauté que doit avoir le respect de l'environnement, des droits de l'homme, des droits sociaux, et de la démocratie sur l'organisation économique du monde»*. Il veut l'abolition de l'Organisation mondiale du commerce et exige de réprimander les pays qui n'atteignent pas les objectifs du Protocole de Kyoto et souhaite *«soumettre la mondialisation économique aux principes du développement durable»*. Le réseau mondial des Verts prend d'ailleurs position, dans ce document, au sujet du rôle de l'État, qu'il voit comme moyen privilégié de procéder à une *«distribution équitable des richesses»*. Fait à noter : s'ils se montrent allergiques à l'étiquette «de gauche», le Parti vert du Québec et le Parti vert du Canada se réclament tous deux des principes de cette Charte.

DES BRANCHES À DROITE

Cela dit, à droite aussi on propose des solutions aux préoccupations environnementales. Comme dans d'autres domaines, elles misent davantage sur le marché et la responsabilité individuelle que sur une approche étatique contraignante. *«Il y a des gens qui pensent les remèdes aux problèmes environnementaux comme la droite a tendance à penser les remèdes aux problèmes sociaux»*, confirme Steven Guilbeault, directeur de Greenpeace-Québec. Du même souffle, il dit constater qu'ils se font rares dans les milieux écologistes qu'il fréquente.

Des approches de ce genre sont pourtant bien connues au Canada. Le gouvernement fédéral, par exemple, a beaucoup misé sur des incitatifs fiscaux aux entreprises et la bonne volonté en matière environnementale. C'est aussi cette approche plus libérale qui a prévalu dans l'élaboration du Protocole de Kyoto. Ainsi, plutôt que les mesures contraignantes proposées par plusieurs pays et groupes écologistes, ce sont le volontariat et des solutions comme la «bourse du carbone» (où se transigent des «droits de polluer») qui ont été retenus, sous la pression exercée notamment par le Canada, les États-Unis, l'Australie et le Japon.

Une conception conservatrice des finances publiques est aussi, pour certains, la plus appropriée pour régler les problèmes environnementaux, souligne Scott McKay. Ses membres, «plus à droite», explique-t-il, estiment par exemple que la logique du développement durable, qui appelle à *«ne pas pelleter les problèmes dans la cour des générations futures»*, doit aussi s'appliquer à la dette et aux déficits. Comme le très conservateur albertain Preston Manning, certains vont jusqu'à proposer un «conservatisme vert». Jugeant inefficaces les interventions de l'État pour protéger l'environnement, ils s'en remettent de façon très orthodoxe aux mécanismes du marché, plaidant toutefois pour que les coûts environnementaux soient intégrés aux prix.

APPROCHES CONCILIABLES ?

Si le PVQ ne veut pas se camper à gauche, c'est précisément pour pouvoir compter dans son arsenal des solutions venues de la droite – prônant *«un mélange de bâtons et de carottes»*, dans les termes de son chef. Mais la droite et la gauche proposent des approches différentes, parfois incompatibles. Un parti politique peut-il vraiment ne pas trancher entre ces conceptions divergentes du rôle de l'État? *«Peut-être, mais personnellement j'en doute»*, répond Steven Guilbeault. *«Il existe une proximité de pensée, de valeurs sociales et morales entre une certaine social-démocratie et les intérêts environnementaux»*, estime le directeur de Greenpeace-Québec, qui trouve pour le moins *«curieux»* qu'un parti qui se dit écologiste se refuse à reconnaître cette parenté.

Chez Équiterre, une autre organisation écologiste très présente sur la place publique, on a clairement pris position à gauche. Son porte-parole, Hugo Séguin, fait valoir qu'Équiterre *«est une composante du mouvement altermondialiste, idéologiquement à gauche»*. Or, souligne-t-il, *«la plupart des écolos de droite disent que plus il y a de croissance économique, plus il y a de mondialisation, mieux va l'environnement.»* Il lui paraît difficile de faire cohabiter des tendances aussi éloignées dans un même organisme.

Pour Steven Guilbeault, certaines solutions de droite peuvent faire partie d'un portefeuille de mesures environnementales, mais ne suffisent pas : *«Étude après étude, sondage après sondage, on confirme que les entreprises agissent quand il y a une menace, des contraintes, une pression»*, explique-t-il. Il rappelle qu'entre 1990 et 2000, l'approche d'Ottawa fondée sur la bonne volonté a vu les émissions de gaz à effet de serre croître de 20% au lieu de stagner, comme on l'espérait.

M. Guilbeault, qui à titre personnel a signé le *Manifeste pour un Québec solidaire* et s'identifie franchement à la gauche, note toutefois qu'il y a une pluralité de points de vue au sein du mouvement écologiste. Cela, d'ailleurs, ne lui déplaît pas. *«Personne n'a le monopole de la vérité*, dit-il. *La diversité, ce n'est pas juste bon en biologie.»*

LA FORCE DU *BRANDING* VERT

S'il craint les étiquettes, le Parti vert du Québec bénéficie amplement de celle qui lui sert de nom. Selon le dernier sondage CROP-*La Presse**, il récolte pratiquement autant d'appuis (9%) que l'Action démocratique du Québec (12%), et plus que Québec solidaire (4%). Et ce, bien qu'il soit nettement moins visible...

Comment expliquer cela ? Par la force de la marque «Vert» et *«le bénéfice du doute»*, avance Richard Nadeau, spécialiste de la communication politique à l'Université de Montréal. *«On ne sait probablement pas qui est son chef, ni quel est son programme,* analyse-t-il, *mais on devine à son label qu'il se préoccupe de l'environnement.»* Son seul nom permet ainsi au PVQ de jouir d'une certaine popularité *«sans subir les inconvénients d'être un parti politique, c'est-à-dire de prendre position à propos de différents enjeux»,* comme le rôle de l'État ou la question nationale, explique le politologue. Autrement dit, moins on prend position, moins on risque de froisser.

Mais cette posture «confortable» est-elle tenable ? Richard Nadeau en doute. *«Je pense que le Parti vert va tenter de cultiver cette ambiguïté le plus longtemps possible, mais ses appuis pourraient se dégonfler en campagne électorale,* estime-t-il, *pour une raison très simple : il devra sortir de l'ombre. S'il entre dans la campagne avec des appuis autour de 10%, les journalistes vont scruter son programme.»* L'ambiguïté de ses positions sociales et constitutionnelles, soulignée, pourrait alors lui nuire.

* Enquête menée du 14 au 24 septembre. Marge d'erreur : 3%, 19 fois sur 20.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 16

Entrée de la Roumanie dans l'Europe

ENTRE ANGOISSE ET ESPOIRS

(BUCAREST, ROUMANIE – CIPUF) Ça y est, c'est officiel, la Roumanie entrera dans l'Union européenne le 1er janvier prochain comme l'a récemment confirmé la Commission européenne. Dans le quartier étudiant de Bucarest, des Roumains témoignent de leur sentiment face à cet événement capital pour l'histoire du pays.

Elodie RAITIERE
Envoyée spéciale

PHOTO: ÉLODIE RAITIERE

La majorité des jeunes Roumains sont enthousiastes à l'idée d'entrer dans l'Union européenne. *«Tout va changer pour le mieux»*, affirme Emilia, 19 ans, qui distribue les programmes d'activités culturelles à la sortie du métro. *«Je n'ai pas d'argent pour aller à l'université, je dois travailler pour vivre. À Londres, on peut avoir un petit boulot et étudier, pas ici.»* Elle espère que l'ouverture de son pays à l'UE lui permettra d'accéder aux études supérieures. Son amie Marina, tee-shirt noir et cheveux rouges, n'est pas du tout d'accord. *«Ça n'est pas une bonne chose. Le pays va devenir encore plus capitaliste, plus de gens vont émigrer et ça va être dur pour les paysans»*, croit-elle.

ANGOISSE DES AGRICULTEURS

La critique que l'on entend le plus souvent en Roumanie au sujet de l'UE vient en effet du monde agricole, comme le souligne Violeta, jeune pigiste pour le magazine de l'ambassade de France en Roumanie. *«Par exemple, ici, les tomates que l'on achète dans les supermarchés sont certes délicieuses, mais n'ont pas un bel aspect. L'Europe risque d'imposer des règles et ceci va devoir changer. Les petits commerçants vont disparaître avec l'arrivée en masse des grands supermarchés. D'un autre côté, les aides européennes vont permettre au secteur agricole de se développer, de même que le secteur touristique. Il y a un potentiel touristique énorme en Roumanie qui n'est pas exploité. Et de toute façon, ça ne peut pas être pire que dans les années 1990 !»* [période de fin du régime dictatorial de Ceausescu].

PIRE QUE LE COMMUNISME ?

Alexandre, 21 ans, est figurant dans une pièce de Molière revisitée par le metteur en scène roumain Petrica Ionescu à l'occasion du Sommet de la Francophonie qui a lieu en ce moment à Bucarest. *«Je ne sais pas trop quoi penser de l'adhésion de la Roumanie. Certains disent que c'est bien, que le pays va évoluer vers plus de civilisation. D'autres prétendent que ça sera pire que le communisme, qu'on ne pourra plus tuer les cochons de façon traditionnelle…»* Beaucoup font état d'un manque d'information au sujet de l'Europe. Ioan Dragan, professeur de sociologie à l'université de Bucarest, explique que certains journaux ont récemment créé des rubriques spéciales sur l'Europe, *«mais les journalistes ne savent pas décoder le langage technocrate des politiques, ce qui n'aide pas la population à comprendre»*. Globalement, les Roumains espèrent que cette adhésion changera l'image grise de l'ancien pays soviétique. *«Je sais qu'en France et dans d'autres pays, la Roumanie est perçue comme un pays de gitans… Mais ça n'est pas que ça la Roumanie ! J'espère que le fait de devenir un pays européen changera l'image de la Roumanie»*, lance Valentin Mihai, un comédien de rue.

> Je sais qu'en France et dans d'autres pays, la Roumanie est perçue comme un pays de gitans... Mais ça n'est pas que ça la Roumanie ! J'espère que le fait de devenir un pays européen changera l'image de la Roumanie
>
> **Valentin Mihai**
> comédien de rue

Ce reportage a été réalisé grâce aux contributions de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du Ministère des Relations internationales du Québec, de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, de l'Association de la presse francophone (APF) et du Carrefour international de la presse universitaire francophone (CIPUF).

Perturbation des télécommunications au Bénin

RUÉE VERS LE CUIVRE

Une délinquance d'un genre nouveau sévit au Bénin ; des voleurs arrachent les câbles téléphoniques pour en revendre le cuivre. Plusieurs localités se trouvent ainsi coupées du monde. La société nationale de télécommunications enregistre des pertes record et en appelle aux citoyens pour surveiller les lignes.

Christian ROKO (Syfia-Bénin)

Au Bénin, l'appétit du cuivre est une véritable folie. *«Le chef du centre d'Adjohoun vient de m'annoncer que les câbles téléphoniques aériens installés il y a seulement un mois dans sa région ont été volés»*, rapporte le chef de la section infrastructures et travaux de *Bénin Télécom*, Gabin Salako. Dépassé par la situation, il explique que *«c'est la deuxième fois que les voleurs de câbles opèrent au même endroit»* [dans le département de l'Ouémé, au sud-est du Bénin]. Le phénomène est loin d'être limité à cette région. Dans plusieurs localités du Sud, du Centre et du Nord, le réseau téléphonique est complètement démantelé. *«Au plan national, plusieurs milliers de câbles ont disparu ces deux dernières années. Les pertes s'élèvent à plus de 218 000 $»*, révèle le directeur de l'Inspection générale des télécommunications, Rafiou H. Souberou.

Ce type de vol est apparu en 2001, mais il s'est amplifié ces derniers mois avec l'envolée des cours du cuivre dopés par la demande chinoise : 5 100 $ la tonne en octobre 2005 contre 8 850 $ en septembre 2006. Il suffit en effet de chauffer le câble et de faire fondre la gaine en polyéthylène pour récupérer le précieux métal. *«Pour obtenir 1 kg de cuivre, il faut incinérer 20 m de câble. Le kilo de cuivre récupéré est vendu par les malfrats à des commerçants négociants Ibos* [une ethnie du Nigeria] *au prix dérisoire de 1 500 Fcfa* [environ 3 $]*»*, explique Joseph Honvo, conseiller technique en infrastructures. Ces derniers transforment ensuite le cuivre en objets d'art et en bijoux.

MISE À SAC DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

«Les statistiques sont accablantes», déclare, attristé, Gabin Salako, les yeux rivés sur les récents rapports de vols. Dans les seuls départements de l'Ouémé et du Plateau, au sud-est du Bénin, environ 8,5 km de câble ont ainsi disparu entre septembre 2005 et juillet 2006. Soit une perte nette de plus de 85 000 $ pour *Bénin Télécom*. Sans parler des 155 abonnés toujours privés de téléphone et des clients potentiels qui attendent de pouvoir un jour être enfin raccordés au réseau...

Sept kilomètres de câble ont également été dérobés entre avril et juillet derniers dans le Mono et le Couffo, deux départements du Sud-Ouest. Pour Joseph Honvo, il s'agit tout simplement *«d'une mise à sac de l'économie nationale»*. Selon lui, *Bénin Télécom* achète le câble dix fois plus cher (un euro le mètre) que ce que le revendent les voleurs, sans compter les frais de transport, de douane et d'installation. Plusieurs localités se trouvent ainsi totalement isolées ; les commissariats et les centres de santé y fonctionnent au ralenti.

Selon M. Souberou, les auteurs de vols opèrent en groupes, de nuit, et sont souvent armés. *«Il y a quelques jours, j'ai surpris la nuit, sur l'axe Pahou-Ouidah, des jeunes en flagrant délit de vol de fils téléphoniques. Lorsque j'ai essayé de les en empêcher, ils m'ont menacé avec des pistolets»*, témoigne J. A., un résident de Ouidah, environ 30 km à l'ouest de Cotonou. Dans l'impossibilité de surveiller tous les câbles téléphoniques du pays, *Bénin Télécom* essaie de sensibiliser les Béninois à la nécessité de mettre un terme à la dégradation de ces *«biens publics»* afin d'enrayer cette *«perte pour l'économie»*. Quelques malfaiteurs ont ainsi été arrêtés grâce à la vigilance de la population qui s'organise désormais en brigades dans certaines localités. En dépit de cet engagement citoyen, les vols continuent. Les malfaiteurs hésitent encore à s'attaquer aux câbles électriques, qui contiennent également du cuivre, par crainte de s'électrocuter.

> Il y a quelques jours, j'ai surpris la nuit, sur l'axe Pahou-Ouidah, des jeunes en flagrant délit de vol de fils téléphoniques. Lorsque j'ai essayé de les en empêcher, ils m'ont menacé avec des pistolets
>
> **J. A.**
> résident de Ouidah

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 17

LES ENGAGEMENTS DU CANADA À BUCAREST, LES COUPES BUDGÉTAIRES À OTTAWA

BRÛLER LES PONTS VERS LE MONDE

(BUCAREST, ROUMANIE – CIPUF) Lors de son discours d'ouverture du XIe Sommet de la Francophonie à Bucarest, le premier ministre Stephen Harper a vanté les mérites de l'éducation et de l'entraide comme étant d'efficaces outils pour la paix durable et des droits humains dans le monde. Pourtant, trois jours avant cette allocution, son gouvernement fermait les portes du programme Jeunes professionnels à l'international (JPI) : des stages qui permettaient de contribuer aux causes humanitaires. Du coup, les jeunes du Canada ont perdu de précieuses opportunités d'acquérir une première expérience de travail rémunéré dans leur domaine d'étude.

Paul THERRIEN
Envoyé spécial

Parlant de l'intervention militaire du Canada en Afghanistan, le premier ministre Harper a tenu à souligner que *«les mesures militaires ne suffisent pas. L'avenir dépend tout autant de la contribution d'éducateurs, d'ingénieurs, de conseillers en élections.»* L'éducation, disait M. Harper, est un des piliers de la politique de coopération internationale de son pays. Il a même reçu l'approbation de Jacques Chirac pour son allocution, le *«meilleur discours de l'histoire de la Francophonie»* selon un extrait du rapport produit par le bureau du premier ministre sur la rencontre bilatérale avec le président français. M. Harper marquait positivement la première participation de son gouvernement au Sommet de la Francophonie qui, cette année, avait pour thème l'éducation et nouvelles technologies de l'information. Or, le lundi 25 septembre dernier, son gouvernement annonçait que dès l'année prochaine, de sévères coupures budgétaires priveront les jeunes canadiens d'opportunités de contribuer à la paix durable et au développement à l'étranger.

Le programme des Jeunes professionnels à l'international (JPI) qui, depuis 1997, a permis à 4100 jeunes Canadiens d'oeuvrer dans les secteurs des droits humains, de la démocratie, de la sécurité et du multilatéralisme, fonctionnait au coût de 10,2 millions $ par année. Le ministre des Finances a justifié cette décision en affirmant que les programmes coupés avaient été soit *«inefficaces, inutilisés, trop complexes ou encore qui n'entraient pas dans les priorités du gouvernement canadien»*. Sollicités à plusieurs reprises afin d'exprimer leur point de vue concernant l'apparente contradiction entre la volonté exprimée par le premier ministre Harper lors du Sommet de la Francophonie et cette décision budgétaire, les représentants du gouvernement canadien ont choisi de ne pas commenter.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

L'ANNONCE BUDGÉTAIRE PAR LE GOUVERNEMENT HARPER SEMBLE AVOIR PRIS TOUS LES ORGANISMES IMPLIQUÉS PAR SURPRISE.

DES CONTRIBUTIONS DIFFICILES À CHIFFRER

Action Mines Canada organise des stages qui contribuent à l'élimination des mines antipersonnelles en promouvant l'élaboration de ressources éducatives, la recherche et les communications. Elle sera une des nombreuses organisations affectées par l'abolition du JPI. Paul Hannon, son directeur général, croit que le gouvernement ne voit que les finances et non pas le véritable impact des actions menées par les jeunes stagiaires. *«Ils jouent un rôle très important dans les pays où ils vont. Leur contribution principale est de montrer aux autres jeunes des pays visités qu'ils peuvent s'impliquer dans les problèmes sociaux et politiques de manière non violente et démocratique»*, rappelle Paul Hannon. Les stagiaires reviennent des pays en détresse beaucoup plus motivés à transformer le monde vers le mieux. *«Les gens qui participent à ces programmes seront de bien meilleurs citoyens canadiens,* dit Paul Hannon. *Ils ouvrent les yeux de leurs concitoyens par les efforts qu'ils mènent.»* Abolir ce programme serait un coup dur pour la vision à long terme du Canada concernant la coopération et les affaires internationales. *«Je crois que c'est fixer le court terme et c'est très malheureux. Beaucoup de personnes très qualifiées voulaient profiter de ces opportunités»*, maintient John Sibbert, directeur de Project Ploughshares qui organise des stages comportant la promotion des recherches et des analyses sur des questions comme la sécurité, le contrôle des armes, le désarmement et les conflits régionaux au Costa Rica, au Kenya, au Nigéria, en Afrique du Sud et en Thaïlande.

L'annonce budgétaire par le gouvernement Harper semble avoir pris tous les organismes impliqués par surprise. La Faculté de droit de l'Université McGill coordonne des stages consacrés aux questions juridiques dans les domaines comme les droits de la personne et le droit humanitaire dans le système de justice international. René Provost, professeur de droit responsable de ces stages se demande où l'université trouvera maintenant les fonds nécessaires pour remplacer le soutien du ministère des Affaires étrangères. *«On a présenté les coupures comme si elles éliminaient des programmes inefficaces, ce qui est une représentation très partiale»*, soutient-il. Au contraire, les fonds étant restés les mêmes pour plus de dix ans, les programmes de JPI auraient fait preuve d'une gestion exemplaire. *«Le montant par stagiaire n'a pas changé malgré l'inflation et les hausses du coûts de la vie. Au point où nous allions demander des subventions supplémentaires!,* lance Amy Brathwaite, directrice de projet à l'association canadienne des Nations unies. *Nos stagiaires travaillaient avec plusieurs agences du haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés en Inde, au Venezuela et en Équateur… De jeunes avocats qui travaillaient sur le terrain et avaient un impact direct.»* Elle souligne que chez UNA Canada, 85% des participants ont trouvé un emploi dans leur domaine d'étude moins de six mois après leur retour à la maison. *«Nous savons que les conservateurs sont fixés sur l'économie, alors nous allons tenté des les convaincre de poursuivre les subventions»*, dit Amy Brathwaite.

Dans un communiqué de presse, l'Association du Barreau canadien a manifesté certaines craintes concernant les effets causés par cette compression : *«Ce programme de stages de jeunes professionnels permet à de jeunes juristes canadiens d'apporter une contribution unique à la protection internationale des droits de la personne et au développement juridique à l'étranger.»* Le Canada perd ainsi une manne efficace pour contribuer à la paix et au développement. Par de tels programmes, le pays s'est bâti une présence et une réputation uniques dans les grandes organisations comme l'ONU, la Francophonie et la justice internationale. Il s'agirait maintenant de voir avec quoi le gouvernement Harper compte les remplacer.

Avec la collaboration de Maude L'ARCHEVEQUE

Ce reportage a été réalisé grâce aux contributions de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), du Ministère des Relations internationales du Québec, de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, de l'Association de la presse francophone (APF) et du Carrefour international de la presse universitaire francophone (CIPUF).

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 18

Carnets de Bosnie-Herzégovine

CULTURE EN RUINES

Les gens qui faisaient vivre la culture en Bosnie-Herzégovine sont majoritairement partis au début de la dernière guerre, en 1992. La reconstruction d'un noyau culturel est une entreprise longue, mais essentielle. Tant au niveau musical que cinématographique, les appétits artistiques des Bosniens ne sont pas toujours comblés, mais de nouveaux lieux de création sont là pour y remédier.

PHOTO: ALEXANDRA VIAU

AFFICHE DU *SARAJEVO FILM FESTIVAL*, À SARAJEVO.

Alexandra VIAU

À Sarajevo, nombreux sont les endroits où, la nuit, la jeune génération craque pour le *turbo-folk*. Les bars de la capitale déversent cette musique locale qui réunit paroles légères et rythmes définitivement slaves. Quiconque s'intéresse à un autre style musical y trouvera aussi son compte. Sarajevo, malgré sa petite taille, offre un joli éventail d'activités culturelles. Les choses se passent différemment à Mostar, deuxième plus grande ville du pays. Située à cent trente kilomètres au sud de Sarajevo, Mostar est encore le théâtre d'une dualité entre deux communautés. Les Croates et les Bosniaques y développent, chacun de leur côté, des institutions culturelles différentes.

Les tensions politiques ont engendré un nombre anormalement élevé de station de radio à Mostar, ville de 100 000 habitants. Le rédacteur en chef de l'une d'entre elles, Dario Tervic, considère que la présence de neuf antennes est exagérée. *«Ma station, Radio X, est l'une des seules radios qui ne fait pas de politique. Notre travail ici est plus du domaine de l'engagement social»*, précise-t-il. La composition de Radio X parle d'elle-même ; située en territoire musulman, son rédacteur en chef est catholique, et son équipe est composée de Bosniaques, de Croates et d'un Juif.

Au lendemain de la guerre, Dario a décidé de créer une radio libre, pour y diffuser toute la musique du monde. Les habitants de Mostar n'étaient pas prêts à entendre des airs venant de la Serbie : *«Au début, diffuser de la musique serbe était une véritable provocation pour cette ville. Du haut des montagnes, le camp serbe avait attaqué Mostar pendant un an. Les gens appelaient à la radio pour se plaindre… Je leur disais : "Changez de poste !"»* Rebelle, frondeur et polyglotte, Dario Tervic refuse que la musique devienne politique. *La chanson des vieux amants* de Jacques Brel est sa préférée. Probablement car il est très fier *«d'être devenu vieux sans être adulte»*.

CULTURE ALTERNATIVE ?

Sur le boulevard de Mostar, que la guerre a transformé en ligne de front entre les Croates et les Musulmans de la ville, se cache le centre culturel alternatif Abrasevic. Le centre culturel Abrasevic a été créé en 2003 grâce à de généreuses subventions du programme culturel suisse Pro Helvetia. Avant la guerre, il s'agissait d'un espace intergénérationnel, où les gens de toutes confessions religieuses venaient danser. Depuis trois ans, les organisateurs du lieu canalisent leur énergie pour y réunir les deux communautés, via des activités culturelles. À moitié reconstruit, le lieu ressemble à une ruine, même si des jeunes ont peinturé les murs de façade en prenant soin d'intégrer les traces de balles dans leurs œuvres. *«Malheureusement, la culture n'est pas une priorité dans le pays. Il faut d'abord que les gens puissent manger tous les jours et avoir un lieu où dormir»*, explique Émilie, une Française en charge du film-club d'Abrasevic. Elle promène le projecteur 35 mm du centre dans la ville et les villages des alentours, dans l'urgence de pallier le manque de cinémas : *«Il y avait deux cinémas à Mostar avant la guerre, et ils ont été détruits. Depuis plus de dix ans, personne ne s'intéresse à la reconstruction des salles.»*

Il n'est pas toujours facile de programmer des concerts de musique alternative au centre Abrasevic. Le public est limité. *«Les artistes me disent qu'ils font de la culture alternative à Mostar, je leur demande : "Mais vous êtes alternatifs à quoi ?" Depuis la fin de la guerre, cette ville est entrée dans un processus d'acculturation. Toutes les activités sont désorganisées ou politisées»*, conteste Dario Tervic.

LE CŒUR DE SARAJEVO

Le seul festival de courts-métrages de la Bosnie-Herzégovine a lieu dans les locaux nommés en l'honneur du défunt poète serbe Kosta Abrasevic. Alors que certains problèmes dits «ethniques» divisent encore la région, les jeunes artistes des pays de l'ex-Yougoslavie profitent de l'occasion pour se rencontrer et échanger en dehors de toutes tensions politiques. La capitale du pays est annuellement l'hôte du *Sarajevo Film Festival*, financé à la fois par les autorités locales et la communauté internationale.

Sarajevo n'est plus le centre artistique et intellectuel des Balkans qu'elle était avant la guerre. Le ministère de la Culture du pays travaille avec un budget de plus en plus réduit, l'argent étant investi dans le processus d'adhésion à l'Union européenne. Pour les artistes de Bosnie-Herzégovine, il est presque impossible de rayonner à l'extérieur de leurs frontières. Tous se plaignent de ne pouvoir exporter leur art, car l'obtention de visas de séjour pour le reste du monde semble être une insurmontable montagne.

Le *Sarajevo Film Festival* est né en 1995, au cœur des souffrances des habitants de la ville alors assiégée. Ce qui n'était au début qu'une idée utopique est devenu, au fil des ans, une importante fenêtre sur le monde pour les productions cinématographiques de la région. Les pays des Balkans s'y retrouvent en compétition, notamment avec la Bulgarie, la Hongrie, la Grèce et la Turquie. Le film *No man's land*, du réalisateur bosniaque Danis Tanovic, a d'abord reçu le Prix du public du *Sarajevo Film Festival* en 2001, avant d'être récompensé par Hollywood. Les organisateurs du festival sont fiers que l'événement symbolise la renaissance de la capitale. La preuve de leur attachement au cinéma ? En marge des Oscars et des Palme d'Or, les prix attribués se nomment les *Heart of Sarajevo*.

Recherchons
Donneurs de sperme pour aider les personnes infertiles

Hommes entre 18 et 40 ans
De toutes nationalités
En bonne santé
Confidentialité assurée

Pour information, appeler au (514) 345-9877, poste 2237

PROCREA
Centre de Cryoconservation

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 19

Élection au Nicaragua

INLASSABLE CANDIDAT

Le 5 novembre prochain aura lieu l'élection présidentielle au Nicaragua. Avec 26,8% des intentions de vote, le chef du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), Daniel Ortega, pourrait bien l'emporter. À la tête de son parti depuis le renversement de la dictature de Somoza en 1979, l'ancien président a perdu les trois dernières présidentielles aux mains des partis de droite. Son retour laisse présager de nombreux bouleversements.

Émilie RUSSO

Ortega tente actuellement de se réconcilier avec son passé, en s'excusant publiquement pour les erreurs commises par le gouvernement qu'il dirigeait de 1985 à 1990. Pourtant, les spectres des événements qui ont ponctué sa présidence planent toujours au-dessus de lui. D'abord, le succès du renversement de l'ancien dictateur Somoza et sa prise de pouvoir en 1979. Ensuite, la mise en oeuvre des politiques économiques à tendance socialiste par les sandinistes, qui a motivé Washington à instaurer un embargo économique et à supporter les *contras*, forces anti-sandinistes avec qui le FSLN a disputé une âpre guerre civile. L'entêtement d'Ortega à résister avec véhémence aux assauts des États-Unis l'a amené à négliger ses engagements face à la réduction de la pauvreté et à d'autres aspects sociaux économiques.

Pourtant, près de 22 ans après l'élection qui l'avait mené au pouvoir, le leader sandiniste a de réelles chances de remporter la présidentielle de novembre prochain. Pour le moment, aucun des candidats n'obtient les 35% d'appui nécessaire afin d'être élu au premier tour. Toutefois, selon un sondage réalisé par CID-Gallup en août, en répartissant les 19% d'indécis, Ortega pourrait les obtenir, ce qui lui permettrait de prendre la tête du pays pour une seconde fois dès le premier tour. Son principal adversaire, Eduardo Montealegre, de l'Alliance libérale (AL), obtient quant à lui 23,9% d'appui et Edmundo Jarquin, du Mouvement pour la régénérescence du sandinisme (MRS), 19,1%. Le parti de l'actuel président Enrique Bolanos, le Parti libéral constitutionnaliste (PLC), a peu de chances d'être réélu : son candidat, José Rizo, ne récolte que 16,4% des intentions de vote.

Le FSLN a passé plus de 15 ans dans l'opposition, ce qui n'a pas empêché son chef de s'approprier une part des biens de l'État et de s'assurer un certain contrôle des institutions étatiques. Le plus célèbre de ces cas est surnommé *El Pacto*, en référence au pacte secret conclu entre Ortega et le président Arnoldo Alemán, du PLC, en poste de 1996 à 2001. Un autre pacte a été conclu avec le président Enrique Bolanos, lui aussi du PLC. Ces ententes regroupent des réformes constitutionnelles visant à consolider le pouvoir dans les mains des deux partis, le FSLN et le PLC, en modifiant la loi électorale pour rendre presque impossible l'inscription de petits partis. La domination des deux partis était donc inébranlable et avait pour effet d'étouffer les mouvements de revendication populaire.

UN GOUVERNEMENT SANDINISTE «REVITALISÉ»?

Ortega veut maintenant rassurer la population : *«Il n'y aura pas de retour en arrière»*, promet-il. Fernando Chinchilla, doctorant en science politique à l'Université de Montréal, explique la stratégie d'Ortega : *«Il propose de garder ce qui était positif dans son ancien gouvernement, donc de supprimer le service militaire obligatoire, les expropriations, et plutôt de défendre l'Accord de libre-échange d'Amérique centrale et de respecter les accords commerciaux. En plus, il soumet un pacte de paix aux autres candidats pour éviter la polarisation politique après les élections.»* Parallèlement à ces déclarations, Ortega a organisé des forums de réconciliation avec plusieurs groupes de la société civile, notamment avec l'Église et le très influent cardinal Miguel Obando y Bravo, sympathisant du PLC qui dénonçait autrefois le régime révolutionnaire, mais qui a retiré son appui depuis à cause des malversations d'Alemán. *«L'Église est un important acteur dans la société en Amérique latine. Il est impossible de gouverner ou d'avoir un gouvernement stable si on a l'Église contre soi»*, précise M. Chinchilla. De cette façon, Ortega espère projeter une image à la fois humble et honnête, tout en laissant s'estomper le prestige révolutionnaire qu'il entretient depuis 27 ans.

LE VÉRITABLE ENJEU DE CES ÉLECTIONS

Depuis 2005, le Mouvement pour le Nicaragua, une organisation non gouvernementale, rassemble des dizaines de milliers de citoyens à travers plusieurs villes pour dénoncer la corruption entourant les pactes entre Ortega et les deux derniers présidents du PLC. Certains partis s'associent à ces marches massives, comme le MRS et l'Alliance libérale. Les élus seront jugés à l'aune de leurs politiques sociales et la façon dont ils canalisent les frustrations populaires : *«Est-ce que le gouvernement réussit à réduire la pauvreté, à redistribuer les revenus, à respecter les droits humains fondamentaux?»*, questionne Philip Oxhorn, professeur de science politique et chercheur à l'Université McGill. Selon Angel Saldomando, professeur à l'Université américaine de Managua, le véritable enjeu de ces élections est de savoir si elles permettront *«une ouverture politique du pays en face de la nouvelle dictature institutionnelle qu'ont mise en place Alemán et le dirigeant du FSLN»*.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

L'Église est un important acteur dans la société en Amérique latine. Il est impossible de gouverner ou d'avoir un gouvernement stable si on a l'Église contre soi

Fernando Chinchilla
doctorant en science politique à l'Université de Montréal

Malgré le renouveau de son discours, la candidature d'Ortega à la présidence représente l'enlisement devant lequel se retrouve aujourd'hui le FSLN. Le chef de parti et candidat présidentiel depuis 27 ans écarte tous ses opposants. Feu Herty Lewites, anciennement membre du FLSN et candidat du MRS pendant la campagne présidentielle de 2006, était un de ceux qui remettaient en question la pertinence du leadership d'Ortega. En voulant se présenter comme candidat à la présidence pour le FSLN l'année dernière, il a été renvoyé du parti par Ortega. Il s'est alors rallié au MRS, mais a succombé à une crise cardiaque en juillet dernier. Le manque de débats démocratiques au sein du FSLN ne laisse rien présager de bon pour la démocratisation du Nicaragua si Ortega est élu. M. Chinchilla explique ce phénomène récurrent en Amérique latine : *«Au sein de cette vieille guérilla, on observe l'élite révolutionnaire transformée en parti politique, qui ne parvient plus à laisser la place aux nouvelles élites. La situation était similaire au Salvador, où le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) faisait campagne sur le retour au marxisme, et la droite lui a fait perdre les élections. Le FSLN présente donc une rhétorique qui rassure tout le monde, qui est plus nuancée, moins marxiste.»*

LA MENACE PERÇUE PAR LES ÉTATS-UNIS

Les États-Unis redoutent l'arrivée d'Ortega au pouvoir. Par l'entremise de l'ambassadeur américain à Managua, Paul Trivelli, et du président du sous-comité aux Affaires internationales de l'hémisphère occidental du Congrès américain, Dan Burton, ils ont tenté, sans succès, de rassembler les partis de droite en une seule coalition pour ainsi annihiler les chances du FSLN d'accéder au pouvoir. M. Trivelli a d'ailleurs déjà déclaré que si Ortega était élu, les États-Unis devraient réévaluer leur relation avec le Nicaragua. Ortega représente-t-il une menace réelle pour les États-Unis? M. Oxhorn estime que non : *«S'il représentait une menace pour eux, ça voudrait dire qu'il serait en mesure de réaliser quelque chose – qu'il en aurait les moyens, financiers ou autres – mais dans le cas qui nous occupe, il ne peut que tomber dans l'oubli et c'est triste. Le Nicaragua est si pauvre»*, explique-t-il.

Le véritable enjeu de ces élections est de savoir si elles permettront une ouverture politique du pays en face de la nouvelle dictature institutionnelle qu'ont mise en place Alemán et le dirigeant du FSLN

Angel Saldomando
professeur à l'Université américaine de Managua

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 20

Carnets d'Irlande

BOIRE DU NOIR

Rachelle Mc DUFF

De retour d'Irlande, la journaliste nous fait visiter le pays de l'intérieur.

Depuis 1998, les profits de la marque Guinness chutent de quelques points de pourcentage chaque année. La compagnie de spiritueux Diageo, à qui appartient la marque Guinness, a annoncé le licenciement de plus de 200 employés en 2003 et coupé le quart de sa division marketing

«Bienvenue chez Guinness!», claironne une jeune fille du haut de l'escalier roulant, où commence la visite du *Guinness Storehouse* – le musée Guinness. Lorsqu'un touriste arrive dans l'Atrium – la réception du bâtiment – il ne peut qu'émettre un «oh!» d'émerveillement. Au milieu de l'édifice : un puits de lumière illumine une structure de vitres de sept étages de haut formant une pinte de Guinness géante pouvant contenir 14,3 millions de pintes de 20 onces. À droite de l'entrée, le magasin de souvenirs offre une panoplie de «bébelles» : aimant pour le frigo en forme de toucan, sous-vêtements avec imprimés Guinness, chapeau et boutons de manchettes en forme de pinte. À voir le nombre de touristes qui se promènent dans le bâtiment, qui sortent avec des sacs remplis de souvenirs, qui mangent et boivent au restaurant du musée, on ne se douterait jamais que la marque Guinness ne va pas très bien.

En effet, depuis 1998, les profits de la marque Guinness chutent de quelques points de pourcentage chaque année. La compagnie de spiritueux Diageo, à qui appartient la marque Guinness, a annoncé le licenciement de plus de 200 employés en 2003 et coupé le quart de sa division marketing, selon le *Sunday Bussiness Post Online*. Pourtant, lorsqu'on entre dans les pubs irlandais ou qu'on parle aux gens, on a l'impression qu'elle est encore très populaire. Il est plutôt rare de voir un pub qui n'offre pas cette bière en fût. Les clients des pubs ont souvent une pinte de la bière brune en mains, elle est commanditaire officielle de presque tous les événements, tournois ou championnats du pays… alors quel est le problème ?

OBJECTIF SÉDUCTION

En questionnant la population irlandaise sur son goût en matière de bière, on se rend compte que la Guinness est beaucoup plus populaire chez les adultes. L'équipe de marketing de la marque a donc une nouvelle mission depuis peu : séduire les jeunes de 18 à 25 ans. Quant au gouvernement irlandais, il tente désespérément de combattre un fléau grandissant dans la population : l'alcoolisme chez les jeunes. Le *«binge drinking»* – se saoûler à n'en plus tenir debout – est affaire courante chez la jeune population. Il ne faudrait pas qu'en plus on les incite à boire ! Les jeunes Irlandais vous diront qu'ils optent souvent pour la bière la moins cher et non pour celle qui a le meilleur goût. Dans les pubs, bien que la Guinness soit l'une des moins dispendieuses, la Fosters (bière australienne) se vend beaucoup moins cher et est ainsi plus populaire. Dans les *off licence* (magasins autorisés à vendre des boissons alcoolisées), la Guinness se vend bien plus cher que les *lagers,* ce qui les influence beaucoup à se tourner vers la Dutch Gold ou la Bavaria. Plusieurs jeunes Irlandais expliquent aussi que la Guinness est plus consistante dans l'estomac qu'une bière blonde et qu'on peut donc en ingérer moins avant de se sentir plein ! Bien qu'ayant seulement 198 calories par pinte – moins que dans la même quantité de lait écrémé – on prétend qu'elle a beaucoup d'éléments nutritifs, tel le fer. En Irlande, on vous offre même un verre de Guinness lorsque vous allez donner du sang !

Toujours selon le journal britannique *Guardian*, la concurrence dans le marché du *stout* – bière brune dont fait partie la Guinness – n'a pas aidé la bière emblématique. Deux bières irlandaises sont des concurrentes directes, soit la Murphy's et la Beamish, toutes deux brassées à Cork, dans le sud-ouest du pays. Elles ne sont pas aussi connues internationalement que la Guinness, mais elles commencent (surtout la Murphy's) à se tailler une bonne place dans le marché des bières brunes. Au goût, elles sont d'ailleurs très similaires, bien que les amateurs de Guinness affirment le contraire.

Les standards de qualité sont chers à Guinness, ce pourquoi une équipe spécialisée est en charge de veiller à la qualité de la bière dans les établissements, où l'on sert *«the black stuff»*. Cependant, les pubs irlandais sont légion dans le monde, et l'Irlande en contient des milliers à elle seule, ce qui rend plus difficile le respect de ces normes. Certains propriétaires de pubs ne font pas attention à la propreté de leurs tuyaux, ce qui influence grandement l'amertume de la bière. On entend souvent dire chez les Irlandais que la Guinness est meilleure dans un tel pub ou encore de ne pas aller dans ce pub-ci, car elle y est mauvaise.

La Guinness devrait-elle redoubler d'ardeur dans ses campagnes publicitaires ? *«Comment serait-ce possible ?»*, se demandent plusieurs Irlandais. Au niveau de la publicité, Guinness n'a rien à envier aux autres compagnies de bière à travers le monde. Les Irlandais vous le diront, les annonces de Guinness à la télévision sont toujours très originales et font passer du rire aux larmes. À la *Guinness Storehouse*, un étage est spécialement réservé à l'histoire de la publicité de la marque, qui date de 1929.

Les propos de Mark Griffiths, spécialiste des marques et auteur du livre *Guinness est Guinness, l'histoire colorée d'une marque noire et blanche*, symbolise bien ce qu'est cette bière pour beaucoup d'Irlandais : *«J'adore la Guinness. Elle n'était pas mon premier amour, ni moi le sien. Nous avons travaillé fort pour garder la flamme. C'est une passion qui brûle lentement, mais pour toujours…»*

Le gouvernement irlandais tente désespérément de combattre un fléau grandissant dans la population : l'alcoolisme chez les jeunes. Le «binge drinking» – se saoûler à n'en plus tenir debout – est affaire courante chez la jeune population

BRÈVES

LA FIN DES NEIGES ÉTERNELLES ?

Les neiges éternelles du Kilimandjaro pourrait bientôt devenir chose du passé rapporte le magazine kenyan *The East African*. En effet, des chercheurs estiment que les mythiques flocons pourraient disparaître d'ici 2020. Plus que des conséquences pour le tourisme, la fonte des neiges pourrait vraisemblablement avoir de lourds effets sur la population, puisqu'elles constituent de véritable réservoir d'eau pour l'irrigation de millions d'hectares dans la région. Outre la Tanzanie – où est situé la célèbre montage – le Kenya, avec le mont du même nom et l'Ouganda, avec le Rwenzori, seraient eux aussi affectés par cette fonte des neiges.

Source : *Courrier International*

GOOGLE ACHÈTE YOUTUBE

Lundi, Google concluait un accord par lequel il se portait acquéreur, pour 1,65 milliard de dollars, du site de clips vidéos YouTube. Lancé en 2005 il dame ainsi le pion à d'autres groupes, tels que Yahoo ! et News Corp., qui convoitaient aussi le site d'échanges de vidéos. En effet, YouTube, qui connaissait un énorme succès, était sans doute le plus convoité du secteur. Il s'agit de la plus grosse acquisition jamais réalisée par Google, qui entend gérer de manière indépendante son nouvelle achat : en effet, YouTube conservera sa marque et ses 67 salariés.

Source : *L'Express*

VUE PANORAMIQUE

Metro Guy-Concordia (sortie St-Mathieu)
1160, rue St-Mathieu, #100

APPARTEMENTS RÉNOVÉS
- **Studio 679 $**+, 2 1/2 739 $+, 3 1/2 925 $+, 4 1/2 1125 $+
- Chauffés, climatisés, électros inclus
- Piscine intérieure, stationnements disponibles

514 933-6771 ou 514 943-5888
www.metcap.com

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 21

Human beat box, la boite à musique humaine

L'INSTRUMENT VOIX

Le nez, la bouche, les cordes vocales, les dents, la langue, la gorge ou encore le souffle, alliés à une grande créativité : ainsi se définirait le *human beat box*. Le *beat boxing*, ou l'art d'utiliser le corps comme un instrument de musique, émerge avec le courant hip-hop aux États-Unis dans les années 1980. Cependant, si nous entendons par *beat box* le seul fait d'imiter des instruments, son origine remonterait aux débuts de la musique. Les moines bouddhistes, les Indiens, les chanteurs de jazz ont une expérience vocale différente, mais néanmoins très proche de ce qu'exercent les *beat boxers* de nos jours. Faire du neuf avec du vieux : ainsi va la musique.

Bérengère GUY

Seuls, avec ou sans micro, les *beat boxers* assurent les basses, les beat, le scratch, la batterie, la trompette et toutes sortes de sons et de bruits. Ils superposent non pas deux ni trois mais quatre, voire cinq instruments à partir de leur bouche. L'enchaînement est tellement rapide que l'illusion auditive est parfaite. *« C'est là que l'on reconnaît un bon* beat boxer*: il crée le doute entre ses sons et ceux de véritables instruments »* explique Vincent Garlan, alias Tez, un *beat boxer* français venu récemment montrer ses talents en la matière lors du festival Souk Machine les 8 et 9 septembre au Centre Fractal à Montréal. Selon lui, il ne faut pas avoir de compétences particulières pour arriver à faire du *beat box* : *« physiquement, tout le monde peut y arriver, à moins d'avoir la bouche de travers, ou des cordes vocales défectueuses bien sûr… »* Simple comme bonjour ? *« Personnellement j'ai appris tout seul avec mon micro. Au bout d'un moment ça devient instinctif et tu comprends comment ça fonctionne à l'intérieur… question d'habitude quoi ! »*

ART DE RUE

Le *human beat box* apparaît en même temps que les quatre autres disciplines du hip-hop : le graphing, le djing, le break-dancing et le rap. Selon Daniel Moscovitch, professeur de musique à l'école privée *All about music* à Montréal, *« le* beat box *était une alternative pour permettre aux rappeurs de caler leurs phrases, faute de moyens pour acheter un sampleur ou une réelle boîte à rythme ; il avait l'avantage de pouvoir être pratiqué partout et les rappeurs pouvaient poser leur flow à tout moment »*. Daniel Moscovitch insiste sur l'apport essentiel du micro, qui a enrichi cette pratique. *« C'est un médium amplificateur : on peut jouer avec les fréquences, modifier, distordre et démultiplier les sons de la voix à volonté, ajouter de la basse ou des aiguës… Bref, on peut faire beaucoup plus de choses. »*

Grâce à la multitude de sons et de bruits imitables avec la bouche, certains artistes font des morceaux entiers uniquement en *beat boxing* ; c'est le cas de Razhel surnommé « The Godfather of noises », l'un des *beat boxers* les plus célèbres. Mais les précurseurs de cette discipline, ou ceux qui ont popularisé cette pratique, sont Biz Markie et Doug E. Fresh, d'origine new-yorkaise. *« Ces artistes sont issus de la vieille école du beat box*, précise Tez. *Maintenant il y en a des bons un peu partout dans le monde, comme Killa Kela en Angleterre, le groupe Baucklang en Autriche, ou encore Sheek, Eklips et le Saïan Supa Crew en France. »*

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

LE *BEAT BOXER* TEZ ÉTAIT PRÉSENT À MONTRÉAL LES 8 ET 9 SEPTEMBRE AU FESTIVAL SOUK MACHINE.

LES « ANCÊTRES »

Le *human beat box* remonte aux années 1980, mais *« le fait d'imiter des bruits et des sons n'est pas d'aujourd'hui ; cela remonte à beaucoup plus loin »*, estime Daniel Moscovitch. En Afrique centrale par exemple, les pygmées pratiquaient la polyphonie. Cette pratique vocale ressemblait à des entrelacs de voix qui se croisent et se superposent jusqu'à dissimuler les points de reprise, donnant l'impression d'une évolution sans fin. Également, le yodel, technique de chant qui consistait à passer rapidement de la voix de corps à la voix de tête, développée dans les Alpes suisses comme méthode de communication dans les montagnes avant de s'intégrer au folklore. Ou encore, le mantra des moines bouddhistes, *« qui exécutent des vibrations phoniques liées au souffle lors de méditations qui mènent à des états de transe »*, indique Tez.

Plus récemment, le jazz incarne une autre facette de pratiques vocales. Les « Male Quartet », les premiers Africains des colonies anglaises en Virginie (Nouvelle-Angleterre), furent les précurseurs dans le genre du jazz vocal. Ils utilisaient les principes d'imitation vocale des instruments et des percussions, faute de moyens. En outre, Louis Armstrong inventa le scat à travers le jazz, une forme d'improvisation vocale où des onomatopées sont utilisées plutôt que des paroles, revisité brillamment par la célèbre chanteuse Ella Fitzgerald. Pour Daniel Moscovitch, *« dans n'importe quelle musique, il faut être capable de chanter ce que tu joues : particulièrement pour le jazz. Tu fais des vocalises et tu imites les instruments. Cela fait partie de l'apprentissage. C'est une façon d'humaniser la musique. »*

Pour Tez, le *beat box* se rapproche beaucoup de la musique concrète, une technique musicale inventée par Pierre Schaffer en 1948, qui consistait à enregistrer des sons sur une bande magnétique puis de monter ces objets sonores, de telle sorte qu'ils forment ensemble une trame musicale. *« Une table ou un verre sur lesquels on tape peuvent être des matériaux sonores variés et concrets, et produire une trame musicale intéressante »*, explique-t-il.

MOUVEMENT EN PLEINE ÉVOLUTION

Depuis ses débuts, le mouvement *human beat box* évolue. *« De plus en plus d'artistes, issus d'univers musicaux différents, intègrent le* beat box *dans leur composition : Björk a fait appel à Razhel, un des meilleurs* beat boxers*, pour son album* Medulla *par exemple, et la chanteuse française Camille utilise certains procédés du* beat box *dans son dernier album,* Le Fil *»*, raconte Tez. Pour lui, ces alliances musicales n'en sont que plus enrichissantes pour toutes les autres musiques d'une part et pour le *beat box* d'autre part. *« J'ai beaucoup appris en collaborant avec des artistes ne venant pas de la culture hip-hop : par exemple, lorsque j'ai joué avec Neney Cherry au Bataclan à Paris, ou encore avec Tony Allen, une légende de la batterie. »*

Le *beat box* permet d'expérimenter et d'inventer des sons à l'infini. Tez fusionne ses origines hip-hop avec des sons électroniques : *« le* beat box *peut être intégré à toutes sortes de musiques. C'est le cas de Kenny Muhammad* (surnommé « The Human Orchestra ») *qui a joué avec un orchestre symphonique ou encore de Bobby Mc Ferrin* (chanteur de *Don't worry be happy) qui crée des sons avec sa voix. Le* beat box *est une pratique musicale extrêmement éclectique qui permet d'approcher tous les styles musicaux,* souligne-t-il. *Désormais, je cherche de plus en plus à m'éloigner de mon univers musical initial. »*

Le *beat box* s'entremêle aux sons d'hier et d'aujourd'hui. Il peut donc acquérir une place de choix dans les hautes sphères des musiques populaires. Et qui sait, peut-être remettra-t-il au goût du jour certains styles musicaux perçus comme désuets par les jeunes de notre époque. En témoignent les performances de Vocal Sampling, un groupe de salsa vocale, ou celles de Tim Barsky, qui fait du *beat box* en même temps qu'il joue de la flûte traversière. Peut-être même apercevrons-nous dans quelques années Tez, aux côtés de grands chanteurs d'opéra ou d'un honorable moine bouddhiste… Mais pour l'instant Tez projette « simplement » de collaborer avec le célèbre groupe autrichien Bauchklang, composé d'artistes qui utilisent eux aussi leur voix pour créer toutes leurs rythmiques. Et surtout, de travailler sur un projet solo entouré de ses machines, de sa bouche et de son micro.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 22

ipod battle: 3ème édition
Moi j'aime la musique qui fait...

BING BANG BOOM

Après l'improvisation, c'est au tour de la musique d'emprunter à l'univers de la boxe. Le combat, le ring, le public en délire, l'arbitre, l'élimination, le sang... En fait non, pas de sang, car il s'agit là d'une nouvelle forme de combat où les participants s'affrontent à coups de mp3. Compte rendu de la troisième édition montréalaise du *ipod battle*, qui a eu lieu au Club Academy le 4 octobre dernier.

Nicolas PARADIS

Deux équipes incluant deux partenaires chacune, se partagent le ring et choisissent à tour de rôle un morceau sur leurs *ipod*. Rock, pop, hip-hop et même les trucs que vous avez honte d'avoir écoutés dans votre jeunesse, tout y passe. Le *ipod battle* est un peu l'expression de l'instantanéité de notre société : toujours plus rapide, même en musique. Les participants n'ont environ qu'une minute pour soulever la foule avec une pièce… «*C'est comme écouter seulement les meilleures parties de nos chansons favorites*», note Paul Morissette, l'un des organisateurs. À la fin d'une joute, le public vote en criant pour le participant de son choix.

C'est un peu par hasard que les organisateurs de la version québécoise du *ipod battle* en ont fait la découverte. Créées à Paris par Teki Latex, membre de TTC, et par Romain Rock du label Institubes, les grandes lignes du concept ont été importées ici par *A fly is on the wall,* collectif dédié à la scène musicale émergente, qui gère l'événement depuis. «*Je me souviens que ce qui m'avait fasciné, c'est combien c'était simple mais à quel point ça marchait*», mentionne Paul Morissette.

LA CONSÉCRATION

C'est ainsi que le Festival POP Montréal s'ouvrait le 4 octobre dernier avec la troisième édition du *ipod battle*. «*Dès le début on parlait de le faire dans le cadre de POP Montréal*», mentionne Zélia Lefebvre, responsable aux communications de *A fly is on the wall,* une réalité qui s'est rapidement concrétisée. Cette édition du *ipod battle* a été une consécration pour les organisateurs. Puisque, cette fois, Romain Rock et Teki Latex, fondateurs du concept, sont venus affronter les champions en titre Peer Pressure et autres aspirants montréalais au Club Academy. Malgré la faveur évidente du public, nos cousins Français ne l'ont pas eu facile. Teki Latex reconnaissait au sortir d'une défaite en demi-finale que oui, il y avait une différence dans les réactions de la foule. Preuve – s'il en fallait une – que même au sein de la francophonie, Québec demeure une société distincte. C'est finalement la formation montréalaise Omnikrom qui a remporté le tournoi, détrônant Peer Pressure, les tenants du titre.

CANDIDATS RECHERCHÉS

Avec cet engouement, il est surprenant de constater qu'il n'y ait pas plus de requêtes de candidates. «*C'est un milieu très masculin*», constate Zélia Lefebvre. À POP Montréal, les dames étaient représentées par Violaite Vilaine et la chanteuse de la formation Otarie.

En plus de la nouveauté de devoir mixer à l'aide d'un *ipod*, les attentes élevées du public peuvent sans doute justifier une certaine nervosité. En effet, la foule n'hésite pas à manifester son désaccord de manière bruyante, si elle juge le choix d'une chanson inapproprié, ou si le son d'un fichier mp3 laisse à désirer. Et si un compétiteur a le malheur de débrancher sans le vouloir un câble et que la musique s'arrête... les raillements ne se feront pas attendre. Malgré tout, les hurlements d'approbation lorsque le choix est juste compensent amplement la bête de scène qui sommeille en chacun d'eux.

> **C'est comme écouter les meilleures parties de nos chansons favorites**
>
> **Paul Morissette**
> organisateur du *ipod battle*

Bien que plusieurs participants soient DJ's ou musiciens, ce n'est pas nécessaire pour soumettre sa candidature. Comment alors les heureux élus sont-ils choisis? Outre la notoriété qui ne peut nuire, «*ça prend des gens qui sont curieux, qui ont le sens du partage dans le coeur et qui veulent faire découvrir leur musique*», soutient Zélia Lefebvre. «*Souvent c'est nous qui nous sommes mis à genoux pour supplier des candidats de tenter leur chance parce qu'on aime ce qu'ils font.*» À ceux qui critiquent l'aspect bon enfant de l'événement, elle acquiesce que c'est précisément cet esprit de famille qui fait le charme du *ipod battle*. «*On veut vraiment garder ça accessible*», insiste Zélia Lefebvre.

UN *iPOD BATTLE* EN IMAGES LE 20 OCTOBRE AU FESTIVAL DU NOUVEAU CINÉMA

Dans le cadre du Festival du nouveau cinéma de Montréal, des membres des milieux du cinéma et des arts visuels élèveront le concept de l'*ipod battle* vers de nouveaux sommets, lors d'une édition spéciale sons et images. Les équipes restent à confirmer, mais la présence de membres du collectif Kino, du magazine Urbania et de Marc-André Grondin, acteur du film C.R.A.Z.Y, est murmurée. À ne pas manquer, donc, vendredi 20 octobre au studio Juste pour rire. Plus de détails au www.nouveaucinema.ca.

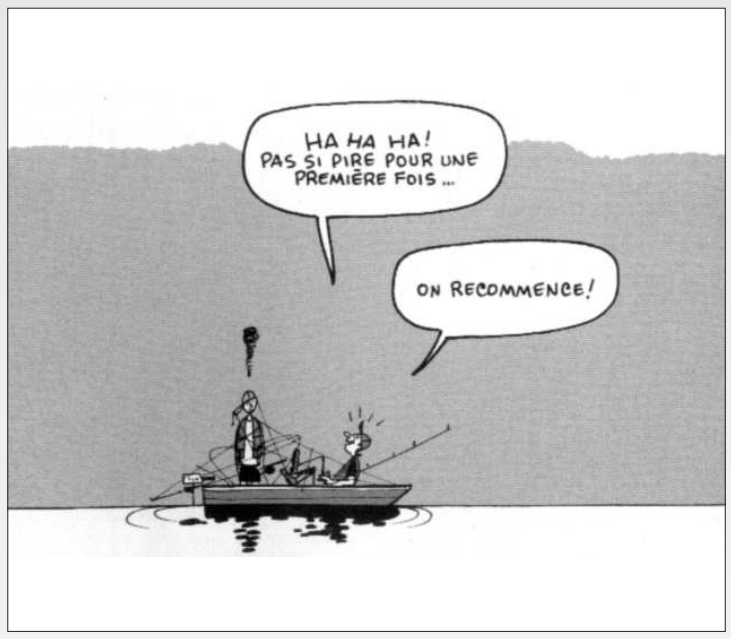
Bande dessinée

LA VIE TOUT SIMPLEMENT

Anne BOURGOIN

Cueillir des asticots gluants, grouillant au fond du pot. Attendre des heures interminables que ça morde. Enlever le poisson visqueux de l'hameçon. Beurk, beurk, beurk… Alors, lire une histoire de pêche de 199 pages, c'est à peu près aussi invitant pour certains que d'aller camper à la belle étoile en plein hiver. Oui, mais voilà. C'est du Michel Rabagliati. Et comme dirait son personnage Paul, on se laisse *pogner* par l'histoire, et pas à peu près !

Paul et Lucie partent en vacances dans une pourvoirie, en compagnie de Monique et Clément (entr'aperçus dans *Paul en appartement*). Histoires de pêche et de chasse, mais surtout d'amitié et de famille. On part à la (re)découverte de Paul, toujours aussi attachant dans ce cinquième volume de sa vie. Expériences, aventures et mésaventures, drames et joies ponctuent le fil de ce conte urbain. Eh oui, urbain malgré la pourvoirie, malgré la nature et les vacances.



Le truc, c'est qu'il sait nous parler, Rabagliati. Nous envoûter. Il suffit de quelques pages feuilletées et l'émotion est déjà au rendez-vous. Vous voilà plongés dans le monde simple et ensoleillé de Paul. Le style candide du scénario et du dessin est tout simplement reposant. Le ton innocent rappelle les histoires que l'on découvrait à sept ou huit ans. Le titre même évoque l'enfance, le temps des *Martine à la plage.* La vraie vie est là, entre ces pages, dans ce gros pavé amoureusement créé.

Une histoire poétique, un dessin simple au style soigneux, à l'image de la personnalité de son créateur. Michel Rabagliati possède une très belle sensibilité à l'être humain. Avec des cases quasi dénudées et peu de mots, il obtient un impact visuel et émotif énorme, fait surgir la peine, la colère, l'amour, le découragement et l'espoir.

En passant, le titre est bien trompeur. Pas de gluant ni de visqueux dans ces pages. Plutôt un regard scrutateur sur la société québécoise et sa réalité pas toujours reluisante. Mais, il y a ce voile de tendresse et de bonté déposé sur les situations les plus difficiles. Les pages 47 à 58 et 167 à 174, par exemple, sont magnifiques. L'attitude d'un petit garçon puis d'un homme face à la mort sont extraordinairement puissantes.

Il y a du cinéaste dans cet auteur. Lorsque Michel Rabagliati aborde les souvenirs d'enfance de Paul, il nous plonge dans un drame à la Hitchcock. Le trait est simple, le décor épuré : un lac, une barque, deux protagonistes. Avec ça, il arrive à nous faire ressentir la tendresse et l'inquiétude paternelles, la culpabilité de l'enfant qui a fait une bêtise et son regard étonné face à un père qui craque.

Sa maîtrise de la forme autobiographique, son talent de conteur incontestable, font de *Paul à la pêche* un petit bijou d'humanité.

Paul à la pêche, *Michel Rabagliati. Les Éditions de La Pastèque, 2006.*

double pizza®
514•343•0•343
10% SUR $ 50 ET PLUS
TOUJOURS 2 POUR 1
SPÉCIAUX POUR ÉTUDIANTS
LIVRAISON GRATUITE
5002 QUEEN MARY

Gagnez une des deux paires de billets pour Tremblant
en envoyant la réponse à la question suivante à l'adresse
info@quartierlibre.ca
en inscrivant ton nom, téléphone et courriel.
Tu as jusqu'à quand pour acheter ta passe étudiante Tremblant à 269 $?
Réponse sur ce lien : tremblant.ca
TREMBLANT
PLEIN LA FACE
Le concours débute le 3 octobre et se termine le 13 novembre.

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE
Cours et emplois
(*1981)
rabais internet
www.ecoledesmaitres.com
(514) 849-2828
1-800-561-1781

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 23

Sonorisation des salles de concerts

BOÎTE À SONS

62 salles de spectacles sont recensées à Montréal par la Société pour la promotion de la relève musicale de l'espace francophone. Leur qualité sonore est au cœur d'un débat passionné, autant chez les professionnels du son que chez les fans d'artistes et amateurs de spectacles. Enquête sur les facteurs à prendre en compte avant de juger une salle.

Fanny CORDÉRA

«*Je suis allé voir un concert au Spectrum; c'était plus du bruit que du son*», raconte Ryan Andrelli, étudiant en sociologie qui assiste à des concerts au moins une fois par semaine. «*Le son du Centre Bell est vraiment horrible*», confie Laura Mc Laughlin, vendeuse chez HMV. Mais Patrick Seide, producteur, n'est pas d'accord. Pour lui, «*Le Centre Bell est la meilleure salle de Montréal*». Face à ces différents points de vue, qui croire? «*Prends l'exemple d'une caissière : elle est la dernière personne que tu croises, c'est elle qui te donne l'impression générale que tu garderas du magasin. Avec une salle de spectacle, c'est pareil. Il suffit d'une fois pour construire ou détruire une réputation*», explique Mark Tremblay, chef son du Spectrum depuis deux ans. «*Un bon son, ça commence sur scène. Mais il y a plusieurs autres facteurs qui entrent en jeu.*»

DES ONDES QUI SE BALADENT

Le son est une sensation auditive provoquée par des vibrations de l'air. Une bonne salle de spectacle possède les installations et une conception permettant de contrôler le son, de diriger ces vibrations pour les rendre musicales à l'oreille, pour qu'elles soient plus que du simple bruit. Roberto Arquilla, ingénieur du son indépendant, travaille dans les plus grandes villes du monde, dont Montréal. Il explique qu' « *une scène ne doit pas être dans un coin de la salle, comme dans la plupart des bars où se produisent des artistes, mais au centre. Il ne doit pas y avoir beaucoup de fenêtres. La console de l'ingénieur doit, elle aussi, se trouver au centre et non pas sur un côté de la salle, sous un balcon ou à l'étage, car alors il devient plus difficile pour nous de juger si le son se rend bien partout.*» Le matériau utilisé pour la conception de la salle influence aussi le son. Le bois, par exemple, empêche le son de rebondir. Ce dernier se diffuse donc de manière plus directe. En revanche, les planchers en métal rendent tout contrôle du son très difficile. Les tuyaux au plafond peuvent aussi être des obstacles à la bonne diffusion du son. Mark Tremblay ajoute : «*Au Spectrum, le mur de brique situé au fond de la scène n'est pas une bonne chose, alors on met des rideaux devant pour "tuer" les échos.*»

À NE PAS CONFONDRE : SALLE DE SPECTACLE ET AUTRES

«*Selon moi, les moins bonnes salles de Montréal sont le Cepsum et le Stade Uniprix*» raconte David Boucher, producteur chez Extensive Enterprise, une société de production montréalaise. Mark Tremblay explique : « *Au Spectrum le plafond est bas, donc on contrôle facilement le son, mais au Stade Uniprix, c'est tellement haut que c'est dur de se battre contre les échos.*» La différence est que le Spectrum est une salle de spectacle à part entière, conçue pour recevoir des artistes et pour délivrer des concerts. En revanche, le CEPSUM, tout comme le Stade Uniprix, sont avant tout des complexes sportifs. Roy Halpin, directeur général du Stade Uniprix, explique que si le stade est souvent l'objet de critique : «*C'est que ce n'est pas un édifice conçu pour des spectacles. Nous connaissons les problèmes d'échos, et pour les pallier nous venons d'investir dans des rideaux de velours. Cependant, même si nous avons décidé de dépenser quelques sous pour améliorer la qualité du son, ce n'est pas notre objectif premier.*» Monsieur Halpin ajoute que les artistes accueillis par le Stade Uniprix ne veulent pas jouer au Centre Bell à la Place des Arts. Ils recherchent plutôt des hangars, des arénas qui puissent accueillir un important public jeune. De plus, les budgets de ces artistes dépendant souvent de leurs pré-ventes, il arrive qu'ils ne parviennent pas à amener un bon système de son avec eux.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Pour entendre l'ensemble des instruments, il ne faut ni se coller à la scène, ni s'asseoir sur les côtés de la salle. Il faut se trouver dans le triangle qui part des enceintes placées aux deux extrémités de la scène et qui se ferme sur la console de l'ingénieur

DU MATÉRIEL FONCTIONNEL

Un bon système de son…C'est-à-dire? Pour Roberto Arquilla, il faut «*de bons haut-parleurs et microphones, de bonnes enceintes, une console qui va bien, une boîte électrique où son et lumière sont parfaitement séparés, un bon équilibre des fréquences, et si la salle est très grande comme le Centre Bell, alors il faut des machines spéciales pour régler les délais afin que le son parvienne à tout le monde, en tout point de la salle, exactement au même moment.*» Au Spectrum, Mark Tremblay reconnaît que «*le matériel est vieux*». Mais cela n'influence pas forcément la qualité du son. Le son est «*plus rock, plus old school qu'au Métropolis où le son est mieux défini*» ajoute Mark Tremblay. «*C'est aussi ce qui fait l'identité de la salle.*» Le chef du son travaille avec une nouvelle console. Il a demandé à changer les micros mais sa «*demande est en attente*», ce qui ne le dérange pas vraiment puisque pour lui «*tant que tu as du matériel fonctionnel, tu n'as pas d'excuse pour faire du mauvais son*». Certains promoteurs amènent aussi leur propre matériel ou encore peuvent décider d'en louer.

La qualité de l'ingénieur du son est un des points les plus importants

Roberto Arquilla
ingénieur du son indépendant

L'INGÉNIEUR DU SON, PIÈCE MAÎTRESSE NON HÉROÏQUE

Il faut donc une vraie bonne salle, du bon matériel… Mais aussi, un bon ingénieur du son. Pour Roberto Arquilla, il ne fait aucun doute que «*la qualité de l'ingénieur est un des plus gros points*» à prendre en compte dans le jugement d'un spectacle. «*Si la salle et le système de son sont bien mais que l'ingénieur est mauvais, alors il se peut que le spectacle soit mauvais. L'ingénieur du son doit faire attention à tout. Il doit travailler avec la salle. Mais il y a des choses que l'on ne peut pas changer. Alors parfois, même avec beaucoup de travail et de temps consacré, notre influence reste faible.*» Bien que chaque salle ait son propre ingénieur du son, ce n'est pas toujours lui qui se trouve dans la salle les soirs de spectacle : «*Il y a des promoteurs qui amènent leur propre équipe*».

CHOISISSEZ BIEN VOTRE SIÈGE!

Sortir d'un spectacle le sourire aux lèvres, les oreilles enchantées et le cœur battant encore au rythme de la musique dépend aussi de votre situation dans la salle. Pour entendre l'ensemble des instruments, il ne faut ni se coller à la scène, ni s'asseoir sur les côtés de la salle. Il faut se trouver dans le triangle qui part des enceintes placées aux deux extrémités de la scène et qui se ferme sur la console de l'ingénieur. C'est là qu'est le meilleur son.. Lorsque la salle n'est pas pleine, il est normal que le son ne soit pas très bon car l'ingénieur doit alors composer avec l'espace vide. Il arrive aussi que, par manque de temps, il n'ait pas préparé les réglages, il lui faut alors en moyenne les trois premières chansons pour s'ajuster. Et finalement, sur scène, les artistes jouent aussi leur rôle dans la qualité sonore : «*shit in, shit out*», résume Mark Tremblay.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 24

Musique

JOSEPH ARTHUR

Nuclear Daydream

(Lonely Astronaut)
Pop-rock

Carol LEWISS

Cette fois-ci, Joseph Arthur, que certains reconnaîtront à sa participation à la trame sonore de la série populaire *The O.C.*, voit grand. Son nouvel album, publié sous sa propre maison de disques, s'adresse de toute évidence à un public élargi. Pas tant qu'Arthur change quoi que ce soit à la recette – on trouve ses mêmes rythmes, sensuels et lancinants, auxquels il nous avait habitués. En fait, c'est au niveau de la réalisation et des arrangements qu'on sent une nouvelle maturité, non pas musicale – quoique là aussi il y ait une certaine progression – mais une maturité commerciale.

Ce qui n'est pas nécessairement une mauvaise chose puisque cela fait de *Nuclear Daydream* autant la succession naturelle du chanteur – donc pas trop de surprise pour le connaisseur – que l'album idéal pour découvrir Joseph Arthur. On traverse d'ailleurs cet opus comme on traverse une longue rivière tranquille en passant d'influences gospel (avec les chorales et les orgues) à des morceaux plus folk, voire même blues par endroits. Cela passe ainsi de l'harmonica et de la guitare sèche de *You are Free* aux synthétiseurs lancinants de *Automatic Situation,* sans préavis. Et quoique l'ordre des pièces n'est pas parfait, il s'agit somme toute d'un fort bon produit, tout à fait de saison. Un peu moins profond que Beck, un peu moins lyrique que Rufus Wainwright.

TANAKH

Ardent Fevers

(Alien 8)
Folk, expérimental

Carol LEWISS

Tanakh est d'abord un acronyme qui constitue un autre nom de la bible juive. Il s'avère que c'est aussi une formation musicale composée de Jesse Poe aux voix et guitares, et d'un nombre indéterminé de musiciens ayant collaboré à diverses compositions. La formation dit se consacrer davantage à l'improvisation d'une structure musicale originale qu'à composer un certain style de musique. C'est précisément l'impression que nous laisse *Ardent Fevers*. Virtuellement, toutes les pièces incluent des passages improvisés parfois longs, parfois brefs.

Malheureusement, ce qui fonctionne bien sur scène ne colle pas toujours si on le joue dans l'intimité. L'album contient quelques bijoux, charmantes ballades qui tant par leurs paroles que par leurs rythmes surprennent agréablement – on pense à *Grey Breathes* et à *Over your Consistency*. Les rythmes évoquent même du Leonard Cohen (la voix en moins !) sur ses airs de jeunesse. Mais c'est lorsqu'ils prolongent leurs explorations au-delà de quatre ou cinq minutes qu'ils perdent l'amateur moyen. Un disque à mettre entre les mains de ces musiciens puristes qui n'aiment rien de plus que les nuits blanches passées au studio.

KIERAN HEBDEN & STEVE REID

The Exchange Session Vol. 2

(Domino/Outside)
Musique actuelle

Jean-François RIOUX

Le duo Hebden (Four Tet) et Reid donne suite à son premier projet en enregistrant trois pièces pour un nouvel album d'une durée de plus de 53 minutes. Kieran Hebden manipule l'électronique un peu comme il le fait avec son projet Four Tet, et son compatriote Steve Reid, légendaire percussionniste de jazz, y ajoute sa touche bien rythmée et déconstruite. Les ambiances sonores passent de musique progressive à psychédélique tout en faisant une bonne place à l'improvisation et aux expérimentations. La toile musicale peut également vous hypnotiser avec sa répétition et ses moments tribaux rappelant parfois Fridge (autre ancien groupe de Hebden) ou encore Konono No 1. Hebden manipule avec brio son équipement, et crée une dimension et des sons fort intéressants. Les influences peuvent venir autant de projets de Hebden, de légendes de musique expérimentale telles que This Heat, de musique du monde que des nombreux projets où a travaillé Steve Reid depuis les trente dernières années, que ce soit avec Miles Davis ou son groupe Rippingtones. La composition inaugurale est d'une durée de 20 minutes et vous entraîne sans avertissement dans une transe endiablée. La batterie inépuisable fait son chemin tel un train qui ne ralentit pas. Hebden crée quelques intensités avec ses sons parfois dignes d'un film de science-fiction post-apocalyptique, parfois proches d'un chaos de sonorités trafiquées de la vie quotidienne (sonnerie de téléphone, électroménagers, etc.). Le duo pourrait facilement composer des trames sonores de films. Certains moments sont inquiétants, comme le début de *Noémie* qui semble nous transporter dans un coin du Vietnam en guerre. Un disque faible en mélodies, mais riche en sonorités et en expérimentations.

M. WARD

Post-War

(Merge)
Folk

Jean-François RIOUX

Le jeune musicien Matt Ward ne réinvente pas la roue, mais compose cependant des chansons aux airs country folk américain de grande qualité depuis un peu plus de six ans. Dès ses premiers enregistrements, il fut remarqué par monsieur Howe Gelb (Giant Sand) qui a eu le grand honneur de faire paraître sur sa propre étiquette le premier album de l'auteur-compositeur. Les influences de Ward sont diversifiées puisqu'une partie semble venir du folk des années 70 avec un côté un peu blues rappelant parfois Leadbelly ou encore Nick Drake, et une autre partie est influencée par des artistes plus contemporains tels que Wilco, Devendra Banhart ou Will Oldham (Palace Brothers, Bonnie 'Prince' Billy). La technique d'enregistrement utilisée ainsi que les effets dans la voix de Ward font que les disques du jeune artiste ont le goût du passé, comme si cette sonorité était recherchée. L'approche confidente du chanteur donne à *Post-War* ce côté intimiste que d'autres n'osent pas ou n'arrivent pas à créer. Éric Goulet et son projet Monsieur Mono est l'un des rares Québécois qui réussit cette sentation de proximité sur un disque. Matt Ward compose des ballades, des berceuses, des valses et également de belles pièces rock acoustiques et bien mélodiques. *Post-War* est sans doute l'un de ses disques les plus complets.

Cinéma d'animation

LE MONDE RECOUVERT

Gianluigi Toccafondo étend sa couleur sur un réel qui s'éloigne.

EXTRAIT DE *PINOCCHIO*

Félix DUFOUR-LAPPERIÈRE

Des photographies retouchées, colorées, reprises. La peinture recouvre les images et leur accorde l'expressivité pour accéder au statut de souvenir, de sentiment ou d'idée. Gianluigi Toccafondo est Italien, illustrateur, peintre et cinéaste. Ses courts-métrages sont autant de moments précieux et complexes, entre souvenirs et fictions, où les retouches effectuées sur la prise de vue réelle, ou sur des documents d'archives, donnent à la réalité un caractère unique et envoûtant.

La Piccola Russia (La Petite Russie, 17 minutes, 2003) nous présente un espace d'utopie, coincé entre les douceurs de l'enfance et les tiraillements de la puberté. Au centre de l'Italie, un village communiste, le regard tourné vers l'Est. Dans cette petite Russie d'un temps révolu, la famille se fait étouffante, l'âge adulte et sexué est tout près, la violence devient une possibilité. Ce film exigeant, plus récente réalisation de Toccafondo, tient à la fois du dessin animé, de la peinture en mouvement et du document d'époque. Le cinéaste offre ici une vision troublante et complexe d'un passage à la maturité, dans lequel se côtoient et s'influencent désir, crime et tendresse. Il met de l'avant, de façon éloquente, la richesse des relations entre le cinéma d'animation et les arts visuels.

Sa version de *Pinocchio* (6 minutes, 1999) nous offre également un visuel élaboré et généreux. Davantage une utilisation ludique et personnelle des symboles et archétypes déployés dans le conte de Collodi qu'un récit des aventures de la marionnette, ce court-métrage réactualise le texte de brillante façon. Et ce, non pas en replaçant le récit à notre époque, mais en déconstruisant la ligne narrative en une suite de courtes scènes, de moments forts. Ce qui devrait nous paraître banal dans l'histoire bien connue du pantin acquiert alors un caractère épuré. Chaque événement, isolé, exprime quelque chose de distinct et explore les références culturelles qui y sont liées. Et tout cela, avec un souci esthétique constant, une grande sensibilité et un sens aigu de l'utilisation de la couleur.

Ses autres films, et particulièrement *Essere Morti O Essere Vivi* (tre mort ou vivant est la même chose, 4 minutes, 2000), bouleversant regard sur des images et écrits du cinéaste italien Pier Paolo Pasolini, s'inscrivent également dans cette mouvance. Là où le déploiement visuel, l'expérimentation et le sensible se nourrissent l'un l'autre et évoluent de concert.

Né à San Marino, Italie, Gianluigi Toccafondo est diplômé de l'Institut national des arts d'Urbino. En plus de son travail au cinéma, il est un peintre doublé d'un illustrateur remarqué. Il collabore, entre autres, avec Alessandro Barricco (questastoria.fandango.it). Si ses films ne sont malheureusement pas disponibles sur DVD, le site d'ARTE propose le visionnement en ligne de *La Piccola Russia* (www.arte.tv/fr/cinema-fiction/court-metrage/103998.html).

Quartier Libre

Rejoignez l équipe de rédaction les mercredis 25 octobre, 8 novembre et 22 novembre à 17h00 et participez à la réunion de production du journal.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 25

Cinéma documentaire

LA MUSIQUE DE KINSHASA

***La Danse de Jupiter*, documentaire bouillant, nous emmène au cœur des ghettos de Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC). Sur les traces d'une musique porteuse d'espoirs et de frustrations...**

Mathias MARCHAL

Jupiter. C'est le prénom du chanteur du groupe Okwess International. «Une gueule», comme on dit dans le métier. Chef de file d'un bataillon armé d'instruments aussi hétéroclites que géniaux, Jupiter est un Don Quichotte version congolaise. La clope au bec et son éternel redingote militaire sur les épaules, il se bat depuis 20 ans pour propager une révolution musicale qui grouille mais qui peine à émerger réellement.

Le documentaire, tourné en 2004 par deux jeunes photographes français, Renaud Barret et Florent de la Tullaye, suit ce personnage, aussi ravagé qu'attachant, dans sa quête pour sortir les musiciens du ghetto. En filigrane : un portrait de la situation économique et politique en RDC. Sept ans après la chute du régime Mobutu, le pays navigue toujours entre espoirs de stabilité et craintes d'une extension du conflit qui continue de faire rage à l'Est.

Des rappeurs aux bluesmen, en passant par les *gingongolos* – ces vendeurs ambulants qui font de la musique avec des boîtes de conserve pour attirer les clients – la musique est omniprésente là-bas, comme le démontrent admirablement les images des deux réalisateurs. *«Dans chaque maison à Kinshasa, il y a un musicien. On est assis sur un véritable matelas de billets et on ne s'en rend même pas compte»,* déplore Jupiter. La faute au manque de structures de production ou encore à la mainmise du pouvoir qui n'aime pas la musique.

Le coup de maître des deux Français, c'est d'être arrivé à s'intégrer à la populace pour aller chercher et de véritables tranches de vie et un son exceptionnel. On retrouve d'ailleurs des accents du Buena Vista Social Club dans *La Danse de Jupiter*. Sauf que là où Wim Wenders avait été capable d'établir une trame narrative, Barret et De la Tullaye peinent quelque peu. À l'image de la quête de Jupiter, le film ne sait plus vraiment dans quelle direction aller pour aboutir. Il se termine donc comme il avait commencé : par une panne de courant, sans apporter de réelle réponse aux nombreuses questions qu'il soulève.

La Danse de Jupiter a été jusqu'ici diffusé uniquement dans le cadre des Rencontres internationales du documentaire de Montréal, en 2005, ainsi qu'à L'Office national du film**.** Il sera présenté au Ciné-Campus de l'Université de Montréal, le 14 novembre, dans le cadre de Novembre.doc. Suivra *Le Prix de la Paix*, un documentaire choc sur la situation politique en RDC et sur les difficultés de l'ONU à y préserver la paix. Par la suite, le présentateur de l'émission *Ici… le monde*, François Bugingo, entamera une discussion avec les spectateurs sur le thème des conflits oubliés.

«À Ciné-Campus, on aime bien jumeler les films coup-de-poing avec les films coup-de-main. La Danse de Jupiter *est l'un de nos préférés car il apporte une vision différente et plus optimiste de la situation en République démocratique du Congo»,* confie Chloé Ferland-Dufresne, conseillère aux activités culturelles à l'UdeM.

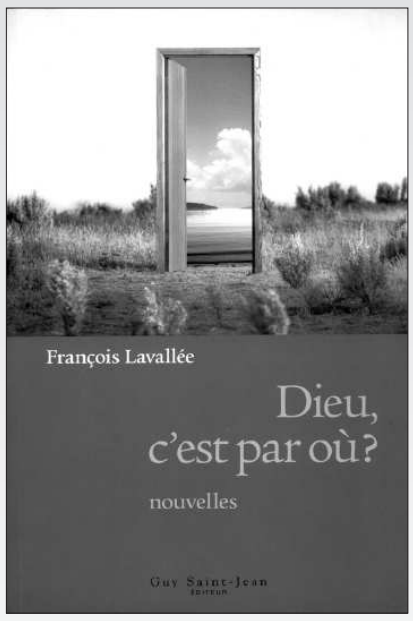
La Danse de Jupiter*, Ciné-Campus, 14 novembre.*

Lecture

LA LANGUE AU BOUT DES DOIGTS

Marie-Michèle GIGUÈRE

«Pour bien des gens, on dirait que la dureté envers soi-même est une sorte de vertu. Et fatalement, quand on est dur envers soi-même, on l'est aussi envers les autres», peut-on lire en quatrième de couverture du deuxième recueil de nouvelles de François Lavallée, *Dieu, c'est par où ?* De ce sentiment – sans doute quelque peu anachronique dans le paysage littéraire actuel – qui habite les personnages du recueil, on découvrira plusieurs teintes, comme autant d'expressions d'un malaise face à une quête de perfection qui s'aventure parfois jusqu'aux frontières de l'absurde.



Par moments, on est inconfortables face à ces personnages qui s'imaginent plus grands que nature, tel le protagoniste de la nouvelle qui a donné son nom au recueil. Lorsqu'il arrive au paradis, à 42 ans, lui qui a perdu la vie dans un accident de voiture, il exige de rencontrer Dieu sur le champ. *«J'arrive ici avec un parcours sans faute»,* déclare-t-il, fier, à l'homme qui l'accueille, pour justifier son empressement. L'homme sera pourtant contraint de patienter avant d'apercevoir enfin celui qu'il souhaite impressionner. Attente qui – espère-t-on dès les premières lignes de cette nouvelle – lui apprendra à contenir son empressement et cette fierté mal placée.

C'est que l'auteur a pris le parti de sortir le lecteur d'une certaine zone de confort et de le confronter à des personnages dont les opinions – et surtout la ferveur avec laquelle ils les défendent – le font parfois sursauter. L'entêtement de l'un à faire découvrir Cyrano de Bergerac, *«œuvre parfaite et parfaitement méconnue»,* à ses enfants (déjà qu'on ne lui pardonnait pas d'avoir décoché un petit crochet à *La vie est laide*, de Jean Leloup) ; l'arrogance des autres qui tentent d'en mettre plein la vue avec leurs érudites connaissances musicales ; l'obstination du dernier, qui cherche à convaincre un condamné à mort de demander pardon au gouverneur : les personnages de *Dieu, c'est par où ?* ont parfois les idées arrêtées. Mais à notre grand plaisir, la plupart d'entre eux seront, à un moment ou l'autre, dépités.

Si elles proposent, pour la plupart, une structure plutôt conventionnelle, les nouvelles de Lavallée s'évertuent – un peu trop ? – à nous surprendre chaque fois avec la chute. Et lorsqu'il s'attache à repenser la forme, les résultats sont d'autant plus intéressants… Par exemple, dans *Fausse note*, l'auteur joue adroitement avec les mots, dans un petit hommage à l'apprentissage d'une nouvelle pièce de musique. Il met en scène un pianiste qui apprivoise un nouveau morceau : *«D.ès leds prdemuières notres, je nme rends raopidemment comptre qye mes doights ne soint pasd ;a la bonnre plkace»*, écrit-il. Et c'est parfois dans les nouvelles les plus courtes que l'auteur parvient le plus habilement à faire écho aux petites choses de la vie : *Comment l'homme perd son innocence* et *L'aveu* sont aussi charmantes que justes.

Dieu, c'est par où ?, François Lavallée, Guy Saint-Jean Éditeur, 157 pages.

Festival

JAZZ MUTANT

Pour sa troisième édition, le Nujaz Festival grandit et investit le nouvel Olympia, du 10 au 14 octobre. Rencontre avec son créateur Philippe-Olivier Guiraud, qui souhaite promouvoir la fusion des musiques urbaines (drum&bass, trip-hop, hip-hop, électro et nu soul) avec le funk et le jazz.

PHOTO : MARIE-SOLEIL DESAUTELS

PHILIPPE-OLIVIER GUIRAUD

Propos recueillis par **Lionel MARTIN**

Quartier Libre : Comment est né le Nujaz Festival ?

Philippe-Olivier Guiraud : D'un manque de lieu d'expression pour les nouvelles formes de jazz. Quand j'étais jeune, j'écoutais du jazz classique, mais c'est devenu une musique intimiste, très technique voire très difficile. En fait, il ne se joue plus que dans des salles avec quelques érudits. Ou alors, des grandes messes, plutôt «World Music», sont organisées comme le Festival international de jazz. Parallèlement, le jazz électronique se développait, mais aucun événement spécifique n'existait pour le relayer sur Montréal. Cette musique plus expérimentale, mêlant acoustique et numérique, méritait son propre festival. C'est déjà la troisième édition, donc je crois que mon intuition était bonne.

Q.L. : Cette année, une méduse est devenue le logo du festival. Quel est le rapport avec le nouveau jazz?

P.O.G. : On a fait un brainstorming pour trouver un animal symbole. La méduse ne se reproduit en masse que dans des conditions très particulières… un courant chaud, à un moment précis de l'année. Comme le Nujaz propose du jazz électronique urbain, courant minoritaire du jazz mais aussi de l'électro, où l'équilibre est particulier à trouver entre instruments réels et musique électronique, ça collait ! Et puis, c'est aussi pour le côté mutant et mouvant de cette musique que représente la méduse. Enfin, le symbole de la méduse qui va nous suivre est une façon d'insister sur l'importance du visuel dans le festival. Cette année, une équipe de VJs accompagne de vidéos la performance de chaque artiste ou groupe.

Q.L. : Ça fait quoi d'être le premier événement à utiliser à nouveau l'Olympia ?

P.O.G. : C'est une chance et un risque. Il y a 2 000 places, le festival change de dimension… C'est bien, ça veut dire qu'on grandit! Les deux précédentes éditions étaient plus confidentielles, dans des petites salles de spectacle de bars du Mile End. Là, c'est une vraie salle de spectacle et un lieu unique ; ça permet d'étoffer le côté identitaire du festival, qui se veut un concept multi-supports où la vidéo et les décors qui font partie de la présentation scénique des artistes. Reste à espérer que le public suivra. Pour ça, le festival élargit sa programmation. Nous avons invité des groupes français (Teknik Old Skool), anglais (The Herbaliser) et américains (Diplo).

Q.L. : Qui dit croissance, dit explosion de budget. Le festival est-il toujours indépendant ?

P.O.G. : Oui à 100%. C'est une volonté de rester libre. Je ne veux pas de corde au cou ou me faire imposer la programmation. Cela cause des difficultés d'organisation mais j'y tiens. Le concept reste ancré dans l'underground montréalais.

Q.L. : Pour finir, quel groupe est à découvrir dans l'édition 2006 ?

P.O.G. : Ce pourrait être Sayag Jazz Machine, un groupe qui marche fort en France, et que le festival fait découvrir aux Montréalais. Leur spectacle vidéo «l'aventure cinématographique» est un régal.

Nujaz Festival, du 10 au 14 octobre,
avec Plaster, Motus 3F, Power Supply, Afrodizz.
Toute la programmation sur le site www.nujazz.net.

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 26

COLLABOR-ACTION

Qui aurait associé l'Art Action à Montréal ? Viva ! est maintenant l'événement qui y souligne cette discipline méconnue du public. Organisée par six centres d'art contemporain, la manifestation est le fruit d'une rare, mais précieuse collaboration. Le centre d'Art Skol présente jusqu'au 4 novembre une exposition documentaire sur le projet. Petite histoire de la genèse de Viva !

Charles PRÉMONT

Organisé par six centres d'arts actuels – articule, Skol, Clark, La Centrale Galerie Powerhouse, DARE-DARE et Praxis – Viva! Art Action est un rassemblement d'une quarantaine d'artistes réalisant des happenings au long de plusieurs soirées festives. Le tout s'est déroulé entre les 28 septembre et 8 octobre dernier en différents points de la ville. Le centre d'art Skol expose jusqu'au 4 novembre un projet documentaire sur Viva!, concocté par Patric Lacasse et Alexis Bellavance, commissaires de l'événement. Une dernière artiste canadienne, Vida Simon, performera dans le cadre de Viva! du 10 au 15 octobre à l'Hôtel de la Montagne.

Par définition, l'art action est une forme d'art apparu dans les années 1960. Un art éphémère, qui s'inscrit dans une performance temporelle, tout en se situant en dehors des conventions traditionnelles du théâtre ou de la musique. Quatre éléments sont nécessaires à sa caractérisation : le temps, l'espace, le corps de l'artiste et sa relation avec l'auditoire. On parlera aussi de « live art », d'intervention ou de manœuvre pour décrire leur œuvre. Lorsqu'on lui demande de définir ce qu'est l'art action, *« Je n'embarquerai pas là-dedans! »* est le premier réflexe de Constanza Camelo, chargée de cours du séminaire *« De l'art action à l'intervention »* à l'UQAM. Plus sérieusement, elle répond que *« l'art action est très large. Un genre artistique se définit par une technique dont on pousse le développement. Pas l'art action. Je dirai simplement qu'il s'agit de l'union du corps, du temps et de l'espace. »*.

Il y a plus d'un an, Patric Lacasse et Alexis Bellavance, en résidence chez Skol, lancent l'idée de tenir la 14e édition du Congrès international SoToDo (Something to do) à Montréal – normalement tenu dans la galerie du même nom à Berlin – rassemblant des artistes de la performance. La Centrale Powerhouse en étant déjà à sa septième édition de son mois de la performance, tenu généralement entre octobre et novembre, il n'en fallait pas plus pour que germe l'idée d'une collaboration à plus grande échelle. *« C'était une évidence que l'on devait collaborer »,* raconte Bénédicte Loichemol, coordonnatrice de *Viva!* chez Skol. Pour Catherine Bodner, du centre articule, *« notre collaboration nous permet d'aller chercher plus d'artistes et d'avoir un plus grand impact promotionnel et médiatique »*.

PHOTO: MARIE-SOLEIL DESAUTELS

PHIL FRYER EN PERFORMANCE AU BAIN ST-MICHEL.

SUBVENTIONS COLLECTIVES DIFFICILES

Faire collaborer six centres d'art ensemble était une entreprise quelque peu risquée. *« L'ironie dans tout ça, c'est que même si on veut faire quelque chose ensemble, on est obligés d'être en compétition pour les subventions »,* explique Catherine Bodner. Si Skol a obtenu une subvention pour tenir le congrès SoToDo, la demande d'aide des six centres en tant que collectif a été refusée. Chacun s'est donc rabattu sur son budget de fonctionnement pour mettre sur pied l'événement. *« Heureusement, ça n'a pas créé de friction, l'idée de travailler ensemble était plus forte »,* affirme Catherine Bodner.

Viva! deviendra-t-il un événement annuel? Les avis semblent partagés selon les centres, bien que chacun souhaite une continuité. Bénédicte Bodner explique que *« cela faisait très longtemps qu'il n'y avait pas eu d'aussi grande collaboration entre les centres. Il y en a eu dans les débuts des années 1990, mais depuis 10 ou 15 ans, il n'y avait pas eu de regroupement à grande échelle. »* Quant à Geneviève Matteau, du centre Praxis art actuel, elle souligne que le travail en collaboration est d'une grande importance pour l'art de la performance. *« On a une bien plus grande motivation en groupe. Je pense que, de plus en plus, les centres ont besoin de se regrouper et de travailler ensemble. »*

Centre des arts actuels Skol,
372, rue Sainte-Catherine Ouest. Renseignements :
www.vivamontreal.org

Art urbain

LE GRAND MATOU DANS LES COULISSES

Julie DELPORTE

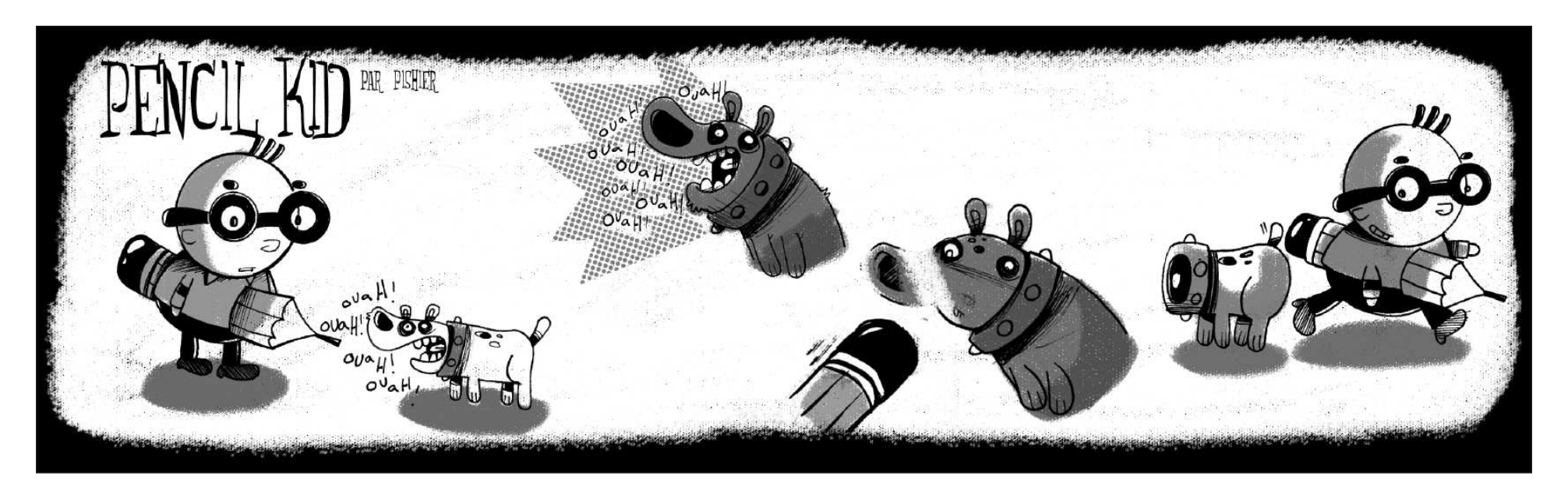
Il faut se coincer la figure entre deux panneaux publicitaires pour l'apercevoir en entier, puis grimper sur leurs structures de fer pour le photographier : le grand matou blanc au corps de bison rupestre, avec ses pattes de biche et son clou planté dans les fesses.

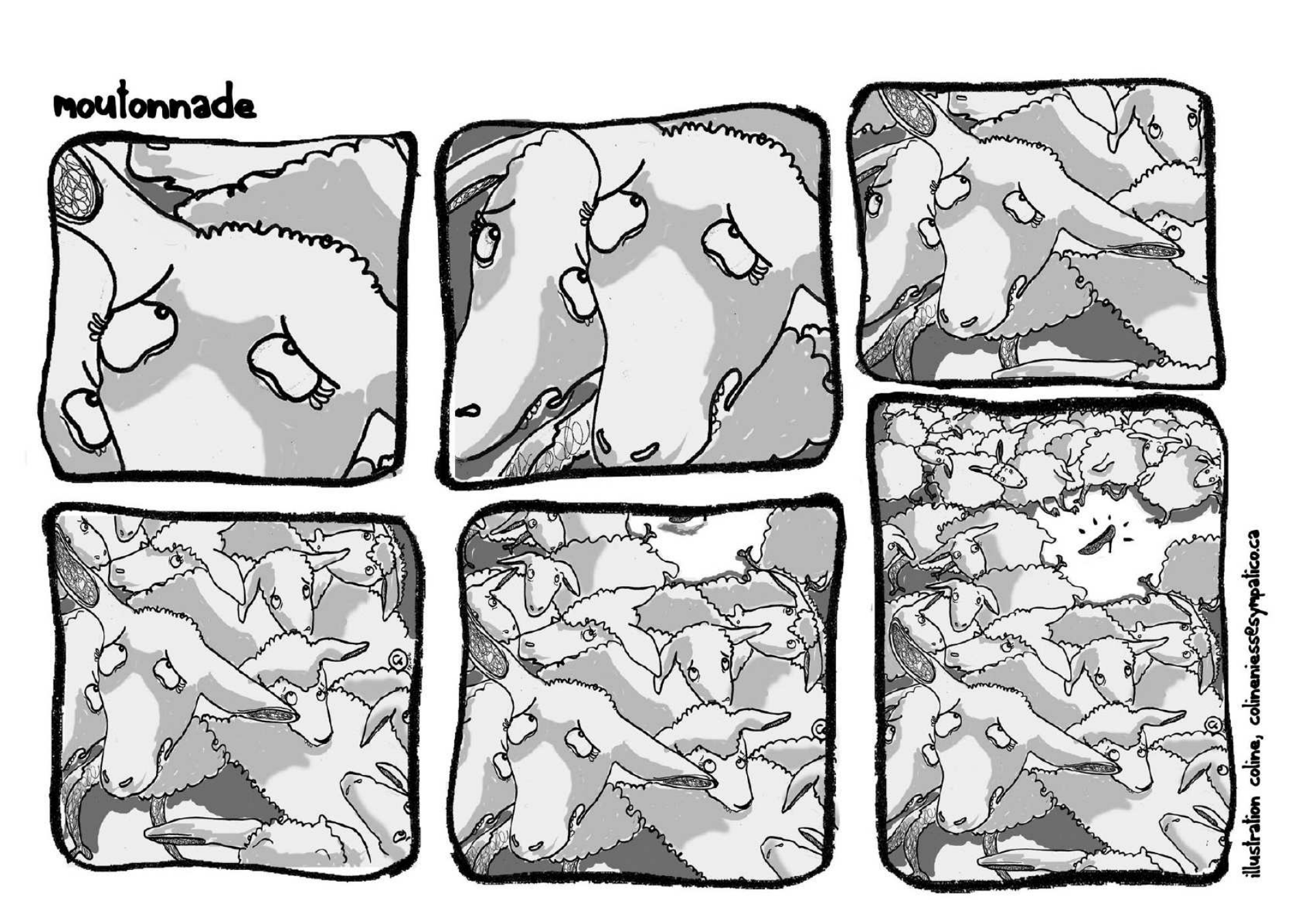
En y pensant à deux fois, on peut aussi tourner au coin de Fairmount pour se hasarder dans une ruelle. Là, se cache un terrain vague et longiligne, où des chats – en chair et en os ceux-ci – fêtent *Thanksgiving* autour d'une tête de poisson. Tout au fond du terrain, on se retrouve aux pieds du grand matou blanc et, par la même occasion, de l'autre côté des panneaux de pubs. C'est un peu comme être dans les coulisses du boulevard Saint-Laurent. Il a du s'y sentir bien, le créateur du grand chat blanc.

Vous pouvez envoyer vos photos d'Art Urbain à culture@quartierlibre.ca.

PHOTO: JULIE DELPORTE

_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 27





_QLvol14no4.qxd 10/10/06 9:57 PM Page 28

Fédération des associations étudiantes
du campus de l'Université de Montréal

Payez une facture supérieure

Savez-vous que l'Université de Montréal a imposé **un frais technologique** de 4$ par crédit pour l'ensemble de ses programmes d'études, ce qui correspond à un **montant de 120$** pour un étudiant inscrit à temps plein.

Renseignez-vous sur le manque d'écoute du rectorat face à sa communauté étudiante qui a clairement exprimé son opposition.

Ne manquez pas les différentes actions qui vont se dérouler sur le campus afin de démontrer cette opposition claire des étudiants et surtout, n'hésitez pas à y participer.

N'oubliez pas de participer à la **manifestation du 8 novembre devant le Pavillon Roger-Gaudry** pour exprimer votre mécontentement.

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca